A PROPOS DE LA SITUATION INTERNATIONALE
4 - Le Tiers-Monde et la Révolution Prolétarienne

Lire notre dossier en pages 8 et 9

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 20 DÉCEMBRE 1977 — N° 585 Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

Napalm, phosphore, des dizaines de tués

L'AVIATION FRANÇAISE MASSACRE AU SAHARA

Halte à l'agression contre le peuple sahraoui

«Giscard veut liquider le peuple sahraoui même par les moyens les plus sophistiqués d'une puissance militaire». C'est ce qu'a declaré à Alger un porte-parole du Front Polisario. Il a révélé qu'après l'attaque du train minéralier en Mauritanie, l'unité du Front uni qui revenait de cette opération a été bombardée et mitraillée au Sahara les 13 et 14 décembre. Plusieurs dizaines de combattants ont été tués au cours de ces bombardements au napalm et au phosphore faits par l'aviation française avec des Jaguars et des Bréguet Atlantique. Sur les 60 prisonniers mauritaniens de la colonne, 11 seulement auraient survécu. Ils seraient prochainement présentés à la presse pour témoigner sur l'agression.

Lundi matin, le gouvernement français n'avait encore publié aucun démenti. On voit mal quelle parade il pourra trouver : il n'y a pas dans l'armée mauritanienne d'éléments capables d'effectuer une telle opération. Le massacre du 14 décembre n'est que l'aboutissement d'une escalade qui se poursuit depuis deux mois. Début novembre, Giscard renforçait les troupes et les appareils de la base de Dakar. A la fin du mois, des Jaguar survolaient le territoire pour observer et espionner, préparant l'agression. Le 7 décembre, un échange de tirs avait lieu avec une colonne du Front. C'est ainsi que l'armée de Giscard en est arrivée à l'agression ouverte et directe.

Alors même que Giscard, jeudi, paradait à la télévision et justifiait son intervention en la minimisant, ses troupes massacraient avec les armes des impérialistes US au Vietnam, sur le territoire du Sahara, alors même que le Front Polisario venait de décider la libération des prisonniers.

Sauvagerie policière à Strasbourg

Samedi après-midi, plusieurs centaines de travailleurs immigrés ont manifesté dans le centre de Strasbourg pour protester contre les menaces et les attentats dont ils sont l'objets. Les CRS sont intervenus pour tenter de disperser la manifestation, puis ils ont violemment chargé dans le centre piétonnier où, répartis par petits groupes, des travailleurs immigrés auxquels s'étaient joints des travailleurs français continuaient de manifester.

Les CRS ont matraqué tous ceux qui se trouvaient sur leur passage, y compris une femme enceinte. Les travailleurs immigrés arrêtés sont tabassés et emmenés au commissariat. Deux photographes de presse sont pris à partie par les flics parce qu'ils photographient les brutalités policières.

La foule, présente dans le centre piétonnier, prit à partie les policiers et se groupa autour des manifestants pour s'opposer à leur matraquage.

(Lire page 5)

Le plan de Begin

Protectorat sioniste sur la Cisjordanie

A la télévision américaine, Begin a présenté son prétendu «plan de paix», affirmant que Carter l'avait approuvé. Il a surtout parlé de la Cisjordanie. En parlant d'«autonomie», en préconisant une «libre circulation des Juifs et des Arabes», c'est l'occupation militaire et la colonisation qu'il veut institutionnaliser. Une telle proposition n'a bien entendu rien à voir avec les exigences légitimes du peuple palestinien. Sadate lui-même, qui doit rencontrer Begin cette semaine estime que les Sionistes n'avaient pas vraiment fait de concessions.

(Lire page 7)

Usinor arrête son haut-fourneau

Le haut-fourneau d'Usinor Thionville doit être arrêté définitivement lundi : les 500 derniers travailleurs seront licenciés. Si les maîtres de forge d'Usinor sont donc arrivés à leurs fins, il est clair que la direction PCF de la CGT en porte la principale responsabilité, en ayant reculé pendant des mois la nécessaire riposte !

7 000 licenciements à Rhône-Poulenc-Textile

C'est mardi que Rhône-Poulenc-Textile doit annoncer près de 7 000 licenciements, soit la moitié des effectifs ! La région lyonnaise et Besançon seraient particulièrement touchés. Une nouvelle restructuration massive qui doit trouver une riposte rapide des travailleurs !

Naphta Chimie rançonne les grévistes

La direction de Naphtachimie vient de réclamer 45 millions de francs pour «*entraves à la liberté de travail*» aux sections syndicales CGT et CFDT, ainsi qu'à deux ouvriers, pour une grève remontant à mai 75 ! Déboutée à l'époque, pour la même demande, elle faisait appel devant le tribunal lundi. Il s'agit bien d'entraver la lutte menée actuellement par les travailleurs ! Ceux-ci continuent la grève !

Libération de Max Siméoni

Max Siméoni qui était détenu depuis le 27 septembre dernier a été libéré samedi à Bastia. Il comparaîtra prochainement devant la cour d'assises de la Haute Corse pour le plastiquage de la cave d'un colon. Certains éléments du FLNC ont tenu une conférence de presse au cours de laquelle ils ont affirmé vouloir étendre la lutte armée en Corse et sur le continent.

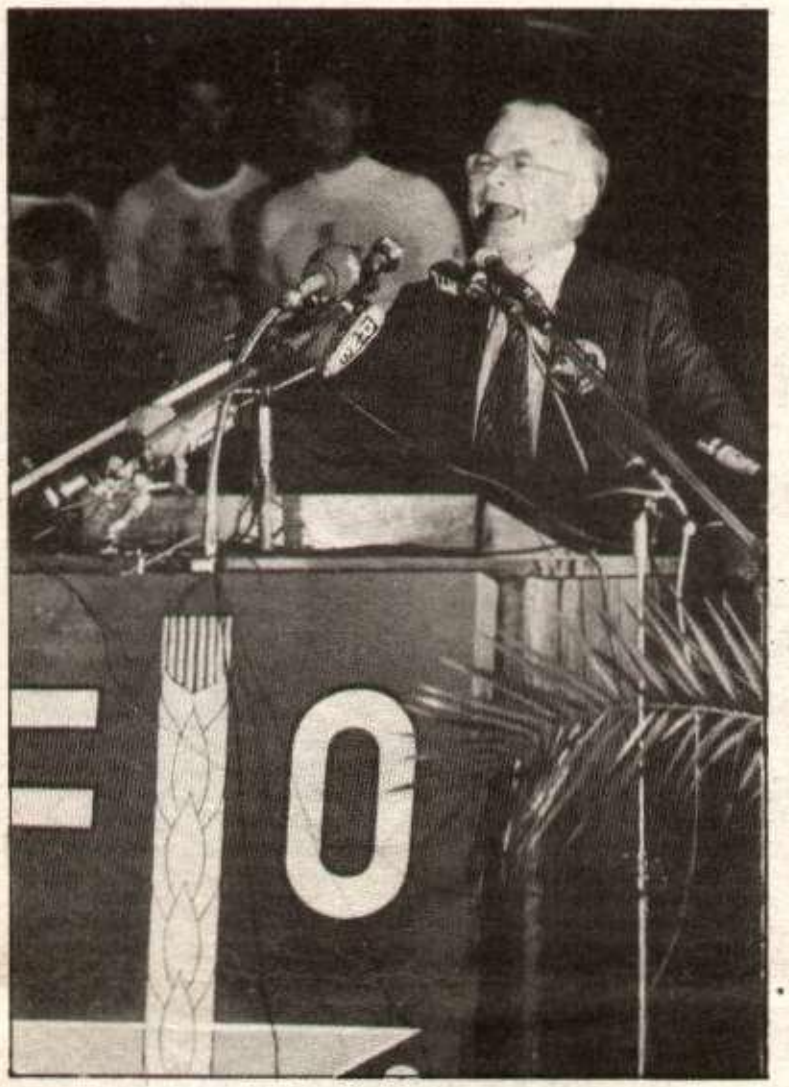
(Lire page 4)

Il y a trente ans

LA SCISSION CGT–FO

●Ces jours-ci, André Bergeron, responsable de «Force ouvrière», multiplie les initiatives pour rappeler que cela fait exactement 30 ans, le 19 décembre 1947, que la boutique existe. *FO Hebdo* a déjà sorti un numéro spécial où l'on prétend *«continuer la CGT»*... Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer en quelques lignes la création scissionniste de la «CGT–FO», à l'occasion du Congrès de Vichy rassemblé cette année par M. Bergeron.

L'éclat donné à cet anniversaire de division, de manœuvre et de scission amène à rappeler avec plus de détails ce 19 décembre 1947, jour de la Conférence Nationale réunie à la salle des horticulteurs de Paris, où se décida la création d'une «confédération» distincte de la *«vieille maison du 213 rue Lafayette»*, où demeure la CGT.



«Force Ouvrière» au départ n'était qu'une feuille syndicaliste issue en 1945 du journal *Résistance ouvrière* (animé par des militants PS-SFIO). Elle n'était d'ailleurs qu'une des formes d'apparition du courant SFIO dans la CGT et l'une parmi les nombreuses revues syndicalistes qui circulaient dans ce syndicat. Son poids, peu à peu prépondérant au sein de l'opposition anti-communiste dans la CGT, tiendra à la présence de dirigeants confédéraux et fédéraux importants (dont Bothereau et Jouhaux) et à l'appui net de la SFIO et des centrales syndicales U.S. (AFL-CIO) qui vont la *«parrainer»*...

En avril 1947 déjà, dans 34 départements fonctionnaient des groupes locaux structurés, distribuant le journal *F.O.*, organisant des conférences, disposant d'un *«secrétaire à la propagande»*, délivrant des cartes d'*«Amis de* F.O.» et encaissant des cotisations... A la même époque, dans le Nord, Pas-de-Calais, la Loire, le Var, lors des élections à la Sécurité Sociale des Mines, des listes *«Indépendance et démocratie Syndicale»* opposée aux candidats officiels CGT furent constituées par la fraction F.O.

Mais si une structure F.O. existait et préparait de la sorte la scission, par contre, il y avait peu d'unité sur la tactique : *«Aller construire une CGT libre»* ou *«redresser la CGT de l'intérieur»*, telles étaient les deux hypothèses encore ouvertes en novembre 1947.

UN CONTEXTE DE CRISE

Depuis la Libération, en effet, on avait assisté à une montée d'influence du PCF, sur la base du prestige acquis dans la résistance et d'une politique systématique de prise en charge des structures syndicales. L'accord dit du Perreux (7 avril 1943) conclu entre dirigeants confédérés CGT et militants syndicaux membres du PCF (exclus de la CGT en septembre 1939, à l'instigation des socialistes et des anarcho-pacifistes, après la conclusion du Pacte germano-soviétique) avait établi une répartition favorable au PCF. Les principales Fédérations (21 sur 30) étaient dirigées par des militants communistes ou ex-CGTU.

Tenant le Comité Confédéral National, le PCF va faire alors de la CGT un relais de sa politique de *«reconstruction nationale»*. Mais il va aussi par ce biais impulser l'opposition au plan Marshall.

La France, dotée d'un gouvernement PCF - MRP - SFIO, est sollicitée par les USA pour un plan d'*«aide»* économique, en fait de mainmise... Le général Marshall, comme il le précise en juin 1947, veut ainsi établir un protectorat U.S., *«contre l'avancée du socialisme et le bloc soviétique»*.

La CGT dénonce le 1er mai 1947 —par la voix de Benoît Frachon— les *«expansionnistes de Washington»* et appelle à préférer *«se relever difficilement mais vivre sans chaîne»*. Cette situation vient après une série de grèves *«sauvages»* dans le Livre, à Renault... qui ont rappelé avec force que le pouvoir d'achat n'a cessé de se dégrader (les prix s'envolent : de 20 % de janvier à juillet 46 puis à nouveau de 50 % jusqu'en décembre 46). On assiste à *«un renforcement de l'exploitation»* (1) : *«De-ci, de-là, on commence à perdre patience. Les ménagères manifestent, des ouvriers arrêtent le travail.. Il suffirait de peu de choses, si la CGT le voulait, pour généraliser ces manifestations»* constate Pierre Monatte, et sa revue syndicaliste d'opposition *La Révolution prolétarienne*. Après avoir mis fin à la participation du PCF au gouvernement le 5 mai 1947 (à la faveur d'un vote hostile à la politique coloniale menée en Indochine), Ramadier, premier ministre (SFIO) va voir s'engager l'épreuve de force avec la CGT, sur le terrain du plan Marshall.

Dans un climat social tendu, le PCF exclu du gouvernement va lancer la Confédération dans une série d'actions, d'abord contre le marché noir, la fuite du blé et du sucre puis carrément en octobre 1947 : *«Contre le gouvernement du blocage des salaires et de la politique de sacrifices»*.

En même temps, la conférence constitutive du Bureau d'Information Communiste (Kominform) avait en septembre 1947 lancé la lutte contre les plans d'*«asservissement de l'Europe au capital américain»*.

Dès lors, les socialistes dans la CGT (où ces thèses sont reprises et amplifiées) sont de plus en plus mal à l'aise. Dans la lutte lancée le 10 novembre contre la vie chère, ils vont mesurer la précarité de leur position : ils sont membres de la CGT mais liés au gouvernement SFIO que ce syndicat combat !

(1) : Lire des éléments à ce sujet dans *Le PCF au gouvernement (44-47)*, revue *Octobre*.

LA DEMARCHE SCISSIONISTE

Le Comité confédéral national des 12 et 13 novembre, tenu en pleine grève, verra s'affronter les majoritaires pro-PCF à la minorité que structurent désormais les «Amis de FO» de plus en plus ouvertement.

Une conférence nationale de la fraction FO réunie à la salle Lancry à Paris les 8 et 9 novembre 1947 a préparé le CCN CGT. Avec les signatures des confédéraux Jouhaux, Bothereau, Delamarre, Neumeyer, Bouzanquet et Faillant, 9 membres de la Commission Administrative, 9 responsables fédéraux et 13 responsables d'Unions départementales, un appel est lancé *«aux travailleurs syndiqués de la CGT»* contre *«toute emprise politique»* et pour la *«cohésion du syndicalisme ouvrier»*.

Au CCN, des responsables FO (dont Capocci de Paris) s'insurgent contre les attaques anti-Ramadier systématiques et accusent le PCF de *«démagogie»*. La fraction F.O. refuse de voter la plate-forme d'action, ils refusent de condamner le plan Marshall et d'accepter la mise en place d'un Comité central de grève.

Des affrontements violents vont émailler la grande grève de l'*«automne rouge»* (2). Des blessés, des morts, des licenciés... l'investissement par l'armée du bassin minier le 8 décembre : telle sera la réponse du gouvernement d'union SFIO-MRP (où siègeait alors un dénommé François Mitterrand). Des partisans de FO joueront sans vergogne les briseurs de grève aux côtés de gens de la CFTC. Léon Blum, dans *Le Populaire* de la SFIO, appelle à la scission de la CGT dès le 5 décembre 1947. Le 10 décembre 1947, la rage au cœur, les grévistes rentrent, en ordre dispersé, accusant le *«coup de poignard de trahison des Jouhaux, Bothereau et compagnie»* qui avaient tout fait pour la reprise.

Le 14 décembre 1947, le Conseil national du Parti socialiste SFIO appelle à la *«constitution d'une troisième force, face à un double danger, pour une double bataille : défense du socialisme et de la démocratie contre le communisme, défense de la démocratie et de la République contre le gaullisme.!»*

Des Comités d'Action Syndicalistes *«autonomes»* ont déjà quitté la CGT dans le cours de la grève, à l'initiative parfois du RPF de De Gaulle (dans le métro, la santé...).

Les pressions des *«partis de la troisième force»* (MRP de Schumann et SFIO) vont s'accroître pour amener les hésitants à renoncer à *«une lutte que l'on juge difficile et inégale»* dans la CGT.

La SFIO souhaite de plus en plus ouvertement la constitution d'un *«syndicalisme libre»*, soutenant sa politique de troisième force. Les émissaires américains et suisses font miroiter l'argent nécessaire à la scission organisationnelle. L'agent de la CIA Irving Brown l'a, depuis, ouvertement reconnu !

Dès lors, la scission est en route ! Les 18 et 19 décembre 1947, les groupes FO prennent la décision en réunion, Salle des Horticulteurs à Paris. Le 19 décembre, une délégation représentant les Confédéraux FO (Bothereau, Bouzanquet, Dellamare, Neumeyer et Jouhaux) vient remettre leur démission à Frachon. La rupture est consommée. En avril 1948, les «amis de FO» se ralliant une partie des «autonomes» va fonder la CGT-FO et prétendre *«continuer la CGT»* sous les applaudissements de la SFIO et du MRP...

Mais la Fédération de l'Education nationale va refuser de suivre FO, et de nombreux syndicalistes non communistes (Saillant, futur responsable de la Fédération Syndicale Mondiale, ou Ehmi de la FFTL) vont rester à la CGT. Et même dans les Tabacs (Fédération de Jouhaux) ou les Services publics (Fédération de Capocci), la majorité des adhérents resteront confédérés... L'opération FO —malgré le soutien des USA et de Daniel Mayer (ministre SFIO du Travail)— s'engageait déjà fort mal pour ses instigateurs !

(2) Voir notamment l'article de Gilles Ragache dans *Le Peuple Français*

Les bases d'implantation de *Force Ouvrière*

La base de classe de l'opération F.O. est de toute évidence non prolétarienne. La liste des Fédérations professionnelles qu'elle constitue en 1948 est révélatrice. Parmi les premières organisations dont F.O. se targue, figurent nettement en tête : Services Publics et de Santé, et Employés et cadres...

La force dont cette CGT-FO pouvait se réclamer en 1948 (par rapport aux 3 200 000 membres de la CGT) était de 340 000 adhérents au maximum au dire de la revue patronale *l'Économie* ou de *La Revue Syndicaliste* de R. Belin (toutes deux peu suspectes de favoriser la CGT de Frachon). D'ailleurs en 1950, les trois sièges attribués à la Commission supérieure des conventions collectives créées alors (contre 27 à la CGT) correspondaient à 350 000 membres.

Un autre point de repère peut être l'élection de 1950 aux Caisses Primaires de Sécurité Sociale où F.O. regroupe 10,5 % des voix.

Les scores les plus faibles de F.O. se font en Lorraine, Région lyonnaise, région parisienne, estuaire de Normandie et Bouches-du-Rhônes. Hormis Saint-Nazaire, la CGT-FO n'a aucun point d'attache ouvrier notable. Les départements où la courbe de progression est un tant soit peu favorable à F.O. sont par contre : la Vendée, les Deux-Sèvres, l'Hérault, l'Aisne, la Somme, la Meuse.

Sur le navire Bochica à Marseille

48 HEURES DE GREVE CONTRE LES MENACES DE LICENCIEMENTS

L'O.P.A. de la SNCDV (Société Navale Chargeur Delmas Vilgeux) sur la Compagnie de Navigation Mixte se termine.

Après quelques mois de batailles boursières et juridiques et la prise de minorité de blocage (33 % des actions) par la SNCDV l'heure est au compromis. Les principaux protagonistes de cette affaire, outre la SNCDV, la MICT (c'est-à-dire le groupe de Suez, la BNP, le groupe des Assurances de Paris) et le gouvernement (qui ne tient pas à voir continuer cette foire d'empoigne à la veille des élections législatives) sont en train de signer les derniers contrats de non agression, de redistribution et d'échanges des différents lots d'action détenus par chacun.

Mais revenons sur cette O.P.A. (Offre Publique d'Achat). Elle avait été décidée par la SNCDV à la suite de l'apparition de deux navires porte-containers de la Compagnie de Navigation Mixte sur la côte d'Afrique occidentale. En effet, malgré une rente de situation très favorable provenant de l'époque coloniale et maintenue en grande partie grâce aux différents appuis que cette société avait su se *«ménager»* dans les différentes administrations et gouvernements de ces pays africains, la concurrence devint de plus en plus âpre depuis l'apparition de plusieurs flottes nationales africaines et les tentatives de ces pays de sortir de leur dépendance en matière de transports maritimes.

En matière d'emploi comme en toute autre matière, les travailleurs n'ont pas voie au chapitre et les salariés de la Compagnie de Navigation Mixte en font la cruelle expérience. Dans quelques jours, leur outil de travail aura changé de propriétaire et la presque totalité d'entre eux devraient, comme leurs anciens et nouveaux patrons l'ont prévu, s'inscrire au BCMOM (Bureau Central de la Main d'Oeuvre Maritime). En escale à Marseille, l'équipage du Bochica ne l'entend pas de cette façon et a décidé, après un vote des marins et des officiers, un retard à l'appareillage de 48 heures. Nous avons reçu le communiqué suivant de leur syndicat CFDT :

LA CONSÉQUENCE DE L'OPA DE LA COMPAGNIE MARITIME : LES MARINS NE VEULENT PAS FAIRE LES FRAIS DE L'OPÉRATION

Tous les journaux ont donné l'information tout le long du mois de juin de cette année, de l'OPA lancée par la SNCDV sur la Compagnie de navigation mixte.
La bataille entre financiers qui a beaucoup fait parler d'elle est maintenant terminée et un accord vient d'intervenir entre la «mixte» et la SNCDV. La Compagnie maritime mixte doit céder ses deux navires porte-containers en ligne sur la C.O.A., (NDLR : Côte occidentale d'Afrique), Bochica et Oyapok, lesquels vont prendre les noms de Bougival et Barbizon.
Les financiers ont donc trouvé un terrain d'accord. Par contre, on s'est peu préoccupé du personnel dans cette affaire. Les navires doivent prochainement changer de propriétaire, mais les marins et officiers de la Mixte ainsi que le personnel sédentaire de la Compagnie se demandent encore à quelle sauce ils vont être mangés.
D'après les dernières déclarations des compagnies, une partie des officiers serait reprise, sans que l'on sache sous quelles conditions. Par contre, les matelots, ouvriers et personnels hôteliers n'intéressent pas la SNCDV et se retrouveraient sans emploi.
Informés de la situation, les officiers et marins du Bochica en escale à Marseille, ont décidé le 15 décembre, avec l'appui des syndicats CFDT de marins et officiers, un arrêt de travail de 48 heures. Ils entendent ainsi marquer leur volonté de voir s'engager des négociations avec leurs organisations syndicales, estimant que l'emploi doit être garanti pour tous.»

Syndicat des Marins et ADSG CFDT Marseille
Syndicat des officiers CFDT Marseille

L'autre navire concerné, l'Oyapok, se trouve en mer, mais la solidarité des marins et des officiers sera assez forte pour qu'ils puissent être informés de ce qui se passe et que son équipage agisse en conséquence. Affaire à suivre.

Région parisienne

Encore des «stagiaires Beullac» non payés !

Les exemples se multiplient. Il y a quelques jours, c'était dans le Nord de la France. C'est maintenant dans la région parisienne. De quoi s'agit-il ? Tout simplement des stagiaires Beullac» qui ont été embauchés récemment pour une durée déterminée dans différentes entreprises, dans le cadre des accords sur *«l'emploi des jeunes»* et qui ne sont pas payés !

Ils sont en général sous-payés, les patrons estiment de plus en plus qu'ils le sont encore trop, et ne les paient pas du tout !

Dans la région parisienne, des stagiaires embauchés dans différentes entreprises depuis le mois d'octobre ne sont pas encore payés. Au mieux, ils le seront fin décembre ! Avec cette paie, ils ne pourront, au plus, que payer les dettes accumulées durant ces trois mois, et encore ! Leur situation est devenue si catastrophique que plusieurs jeunes sont désormais obligés de s'organiser ensemble pour manger sur les lieux de stage ! Ces jeunes stagiaires n'ont en tout cas pas l'intention de se laisser faire. Ils ont engagé la lutte, après avoir mis sur pied une coordination regroupant des jeunes répartis en sept stages différents.

Ils exigent le paiement immédiat de leur dû de ces trois mois, paiement qui devra tenir compte de l'augmentation du SMIC. Enfin, ils dénoncent ces stages eux-mêmes.

Salaires ouvriers à 7 000 F ?

Encore une déclaration de Stoléru

Stoléru, secrétaire d'État au Travail manuel, à l'origine des dernières mesures scélérates contre les travailleurs immigrés, revient une nouvelle fois, dans un récent interview à l'hebdomadaire *L'Express* sur ses projets démagogiques et largement usés, de revalorisation du travail manuel.

Stoléru, à défaut d'avoir depuis un an, amélioré les conditions de travail et de salaires des O.S., continue de faire des déclarations. Ainsi, dans l'interview à *L'Express*, il déclare que la revalorisation du travail manuel peut permettre aux ouvriers dans un laps de temps rapproché, de toucher jusqu'à des salaires mensuels de 6 000 à 7 000 francs (!) : *«Notre objectif,* déclare-t-il, *c'est le rattrapage des cols blancs par les cols bleus».* Il précise toutefois les choses un peu après, en ajoutant : *«Un ouvrier doit gagner sa vie. Un bon ouvrier doit bien gagner sa vie, un très bon ouvrier doit très bien gagner sa vie. C'est une politique qui s'applique tout au long de la hiérarchie ouvrière du manœuvre jusqu'au contremaître et qui englobe la maîtrise.»* On aura compris que dans la bouche de Stoléru, les *«bons ouvriers»* sont ceux qui font les bonnes cadences, les *«très bons ouvriers»* ceux qui en font de très bonnes ! On aura compris aussi que les *«très bons contremaîtres»* sont ceux qui montrent le plus de zèle à faire trimer les travailleurs ! C'est d'ailleurs dans les secteurs particulièrement en pleine restructuration que Stoléru envisage de mettre en application ses projets ; des secteurs où des milliers d'ouvriers sont licenciés et où on demande déjà —et on demandera donc encore plus aux autres— de travailler dur pour sortir ces secteurs de leurs *«difficultés»*... Ceci accompagné des miettes que Stoléru proposera aux patrons de verser. Pour les ouvriers qui refuseraient d'être *«bons»* ou *«très bons»*, ce sera le chantage au chômage.

Les travailleurs des secteurs concernés sont notamment ceux du textile, secteur où des milliers de licenciements sont prévus. C'est ainsi le cas à Rhône-Poulenc, dont la direction réunit mercredi son Conseil d'Administration pour annoncer plusieurs centaines de licenciements. Chômage pour les uns, accélération des cadences pour les autres, à coup de maigres gratifications Les travailleurs ne veulent plus de cette logique !

Mischler à Besançon

46 menaces de licenciements

Dans une explication embrouillée, la direction de l'entreprise Mischler vient d'annoncer au dernier comité d'entreprise sa décision de mettre à la rue 46 ouvriers et employés. Sa décision a été présentée sans fard : *«Nous avons décidé de bloquer le chiffre d'affaires à 220 millions en 78 pour rétablir nos profits. Pour cela, nous devons licencier».*

Des licenciements sont prévus dans tous les secteurs de l'établissement et dans toutes les régions : Nord, Est, Paris, Ouest, Rhône-Alpes, Sud-Ouest, Midi. De plus, des postes vacants sont supprimés.

Dans un tract, la section syndicale CFDT déclare notamment : *«La discussion est terminée. Même si, dans la forme, sur le papier, une nouvelle réunion est prévue, il est indiscutable que tout est bloqué... Pendant un mois, entre le 5 décembre et le 5 janvier, elle devrait tout faire pour rechercher des solutions. On a vu que depuis le début elle faisait tout pour justifier les licenciements. Alors, pas d'illusion, la solution est entre nos mains.*

La lutte est engagée. Des actions vont se déclencher dans les jours à venir.» La CFDT réclame les 35 heures payées 40 heures, la 5ème semaine de congés payés, la retraite à 60 ans, l'interdiction des heures supplémentaires.

Le PCF et le SMIC

Des proclamations à la réalité

Il y a quelques jours, on pouvait lire dans *L'Humanité* un article traitant de la décision du gouvernement d'augmenter le SMIC, d'une part en avance, d'autre part à un taux *«supérieur»* à la hausse des prix relevée par l'indice de l'INSEE qui sous-évalue cette hausse. Mesure démagogique au goût électoral fort prononcé et bien loin de compenser la baisse bien réelle du pouvoir d'achat des masses populaires.

L'organe central du PCF n'a pas de mal à dénoncer ces mesures et même à ironiser. On peut lire, à la une, un entrefilet annonçant l'article : *«Au lieu des 9,96 F que le SMIC devrait atteindre pour couvrir la hausse des prix, le gouvernement pourrait décider aujourd'hui un coup de pouce portant ce chiffre à... 10,05 F. Quelle générosité !»*

Et de citer ensuite la CGT qui réclame, quant à elle, le SMIC à 2 300 F à partir du 1er décembre. Le hic, c'est que, dans le même journal (mais c'est aussi le cas dans nombre de numéros) on pouvait lire cette petite annonce : *«La ville de Pantin (Seine Saint-Denis), 42 000 habitants, recrute 2 agents pour assurer le ramassage et la distribution du courrier des services municipaux dans la commune. SALAIRE NET DE DÉBUT : 2 041,65 F»* !

Les candidats sont priés d'écrire à Monsieur le Maire. Il faut préciser que la mairie de Pantin est une mairie PCF. Il faut croire que, pour le PCF, le SMIC à 2 041,65 F est bien suffisant pour les travailleurs !

abonnez-vous

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml ☐
- *Pékin Information* ☐
- *La Chine en Construction* ☐

Réception du *Manifeste pour le Socialisme*

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France ☐

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communard* (Paule Lejeune) + La Commune en bandes dessinées ☐
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed) ☐
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran) ☐
- *Les enfants de Xisha* (Haoran) ☐
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN) ☐
- *La Commune de Paris* (Lissagaray) ☐
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc) ☐

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons ☐
- *Viva le Vida*, Carlos Andreou ☐
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd la troupe de Balaline ☐
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC ☐
- Au choix, disques chiliens : *Checca* ☐ *Chile* ☐ *Resistencia* ☐
- *Naussac La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants* ☐
- *Ki Du* (Gilles Servat) ☐
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques) ☐
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat) ☐
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques) ☐

sur présentation de la carte abonné ami du *Quotidien du Peuple*

— réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)

— **Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml**

NOM (en capitales) .....
Prénon .....
Adresse .....
Ville ..... **Date :**

Abonnement normal 350 F ☐
Abonnement de soutien 600 F ☐
... F ☐

Mode de versement : —en une fois☐ —en trois fois☐

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple -

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-amis», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

INFORMATIONS GENERALES

CORSE : L'HEURE DES FUSILS OU DE LA RÉFLEXION ?

La salle Lancry à Paris était comble, trois cents Corses s'étaient déplacés pour le meeting du comité anti-répression. L'ambiance était chaleureuse, l'assemblée attentive.

La situation actuelle en Corse selon le premier intervenant est caractérisée par une certaine retombée des luttes, qui ne signifie pas toutefois une démobilisation. La répression continue : contrôle de police incessants, provocations des barbouzes..., avec néanmoins une certaine désescalade par rapport aux trois derniers mois. Après une partie artistique : musique populaire corse interprétée par Cantau populu Corsu de Paris, José Stromboni fit un exposé sur le thème *«La Corse est-elle un pays pauvre ?»*. S'appuyant sur les études de la jeune chambre économique de Bastia dont il fait partie, Stromboni fit l'analyse de la situation économique de la Corse aujourd'hui et proposa des éléments de solution au problème de son sous-développement. L'économie corse est fondée sur deux piliers : le tourisme et l'agriculture.

● Deux faits spectaculaires, du moins présentés comme tels ont marqué ce week-end en Corse : la libération de Max Siméoni et la conférence de presse clandestine du FLNC. Max Siméoni avait passé plus d'un an dans le maquis après le plasticage de la cave d'un colon. Sa prise de maquis sombrant dans l'indifférence, y compris de la part des forces de répressions, il avait dû se rendre pour qu'on parle à nouveau de lui. Le FLNC s'est également manifesté par plusieurs actions spectaculaires : plasticage du relais de télévision de Serra-di-Pigno et sa dernière conférence de presse au cours de laquelle il a affirmé qu'il allait mener la lutte armée, y compris sur le territoire français. Ce qu'ont déclaré certains membres du FLNC brandissant un fusil lance-roquette est-il significatif de la phase actuelle de la lutte du peuple corse ? Il ne semble pas, beaucoup de militants, au sein même du FLNC ou tel José Stromboni, militant corse de la première heure, pensent que l'heure actuellement est plus à un effort d'analyse qu'à l'activisme.

LA CORSE EST-ELLE UN PAYS PAUVRE ?

60 % du vignoble sont entre les mains de 20 sociétés, la vigne rapporte surtout aux négociants et aux grands propriétaires. C'est une production destinée à l'exportation, qui ne permet pas au pays de se développer.

Le tourisme qui est en pleine expansion profite à la métropole : aux sociétés qui l'organisent, aux compagnies aériennes, il provoque la spéculation immobilière, l'inflation. Un autre aspect est qu'il entraîne le développement d'infrastructures démesurées en regard des besoins locaux : 5 ports de commerce, 4 aéroports, adductions d'eau et d'électricité. Le tourisme de type traditionnel consommateur de la production locale ne représente que 14% du tourisme total. Même les poupées corses vendues aux touristes sont «made in Germany». Il est donc nécessaire de rééquilibrer l'économie et pour cela produire sur place la plupart de ce qui est importé : viande, lait, ciment, farine... La Corse pourrait être auto-suffisante pour ces produits.

QUELLES STRUCTURES POLITIQUES ?

Pour ce qui est de l'énergie, matière première essentielle, la Corse est riche : 80% de sa consommation électrique provient de sa production hydro-électrique. L'appoint pourrait être fourni par l'énergie solaire et éolienne. Le soleil ne manque pas, il existe des moyens pour l'utiliser de façon rationnelle adaptée aux besoins de l'économie corse.

Le problème corse est de devenir un pays producteur et produisant pour ses besoins et non pour l'exportation.

Mais un tel développement économique est fonction de choix politiques, ne peut s'envisager que si l'on remet en cause le régime économique et social actuel. Il faut trouver de nouvelles structures politiques. Sur ce point, José Stromboni est resté volontairement vague. Pour lui, la querelle entre autonomie et indépendance est un faux problème et ne fait pas progresser l'analyse ; il ne faut pas fétichiser les mots, ce qui importe c'est de faire l'analyse de la situation de façon scientifique, afin d'adapter les perspectives politiques à cette situation. Il n'apporte pas pour l'instant de réponse toute faite, il voudrait seulement inciter à la réflexion, phase essentielle aujourd'hui à la progression du mouvement corse.

Serge LIVET

En bref...En bref...En bref...En bref...

Fauchon : il n'y a pas que les prix qui flambent

La célèbre épicerie parisienne de luxe, Fauchon, innove dans les plats tout préparés. Depuis lundi matin, on y vend des spécialités de cuisine flambée, les clients pouvaient prendre directement livraison de bananes flambées, de crêpes, et de diverses autres spécialités flambantes. Les pompiers sont intervenus de manière intempestive pour mettre un terme à cette vente spectaculaire en raison des risques d'incendie. Selon certaines rumeurs, sans doute dénuées de tout fondement, une bombe aurait en effet provoqué un incendie. Mais chez Fauchon, ne fait-on pas la bombe toute l'année.

Le Parlement européen contre l'amiante

Le Parlement européen a adopté vendredi à Strasbourg une motion condamnant l'amiante : *«L'amiante est un produit cancérigène et toutes ses variétés utilisées actuellement dans le Marché Commun présentent un danger pour la santé humaine»*. Les Neuf demandent *«l'interdiction progressive de ce produit, dès que seront connus les produits de remplacement»*.

Violence sur ring

Le boxeur français Alain Marion a remporté le titre européen des super-légers en battant par K.O. le tenant du titre l'Allemand Jorg Eipel, samedi soir à Creil. Alain Marion n'aura peut-être pas besoin d'accorder de revanche à Jorg Eipel ; celui-ci en effet est depuis son K.O. demeuré dans le coma, et les médecins demeurent réservés. Les organisateurs du combat se frottent les mains : la recette a été bonne.

●

Strasbourg

MANIFESTATION CONTRE UN ATTENTAT RACISTE

MALGRÉ LES CRS... ET LE PCF

● On se souvient que dans la nuit de samedi à dimanche 2 décembre, trois cocktails molotov avaient été lancés contre un foyer de travailleurs immigrés à la Meinau. Cet attentat faisait suite à une campagne d'affiches du PFN menaçantes à l'endroit des travailleurs algériens. Dès dimanche après-midi, travailleurs immigrés et français ripostaient en organisant une manifestation dans la zone piétonnière de Strasbourg. Lundi soir une délégation était organisée par le comité des résidents des foyers Sonacotra qui dirige la grève des loyers depuis 34 mois, ainsi que le comité de soutien afin d'exiger du préfet la recherche des coupables.

A cette occasion, le PCF ainsi que d'autres organisations de gauche se rendirent aussi à la préfecture sans avoir prévenu personne, pour négocier en lieu et place des travailleurs immigrés et de leurs organisations, sous prétexte que celles-ci ne seraient *«pas représentatives»*, et en reprochant aux travailleurs présents de *«n'appartenir à aucune organisation»*. (C'est-à-dire au PCF ou à celles qu'il contrôle...)

C'est en vertu des mêmes *«arguments»* qu'ils ont expulsé mardi d'une réunion de riposte à l'attentat, les délégués des résidents Sonacotra, ceux du comité de soutien et ceux d'organisations d'extrême gauche.

Alors que dès mardi une manifestation pour samedi était annoncée par le comité Sonacotra, le PCF et d'autres organisations de gauche décidaient d'un meeting pour le 16. Ce meeting regroupa 300 personnes mais très peu d'immigrés. Il y fut refusé aux délégués Sonacotra de prendre la parole. Sous la pression de la salle le PCF dut faire marche arrière mais l'horaire fut ensuite le prétexte pour maintenir le refus.

MANIFESTATION COMBATIVE, MALGRÉ L'INTERDICTION

La manifestation de samedi a regroupé environ 400 travailleurs français et immigrés. Dès le départ place de l'Etoile, les mots d'ordre étaient massivement scandés : *«Français, Immigrés une seule classe ouvrière». «Non au million, non à la division», «Halte aux attentats racistes», «Non aux mesures Stoléru»*. Dès le départ aussi, la police, très nombreuse, signala que la manifestation sans être interdite, n'était pas autorisée en ville ! Effectivement tous les ponts menant au centre ville étaient barrés par d'énormes forces de police et de CRS. Ceux-ci arrêteront la manifestation au niveau de la Place du Corbeau. Finalement, les organisateurs décidaient d'aller place Kléber par petits groupes. Surpris, les CRS réagissaient en bouclant tous les accès de la ville. Si bien que peu après on pouvait entendre dans les voitures de CRS des communications radio, signalant que la situation aux différents accès devenait *«intenable»*, beaucoup de monde affluant pour les achats de Noël. Au bout d'un quart d'heure, les CRS devaient lever toutes les barrières...

Mélangés à la foule, plusieurs groupes de manifestants apparaissaient alors place Kleber, bientôt rejoints par de nombreux travailleurs immigrés.

Par cinq fois, les CRS ont alors chargé devant les grands magasins du centre... frappant aussi bien sur les manifestants que sur la foule présente. Celle-ci montre alors sa solidarité en prenant partie la police et en restant auprès des manifestants. C'est ainsi également que des personnes tentèrent de s'opposer à l'arrestation d'un manifestant frappé par la police. Au total une quinzaine de personnes ont été arrêtées mais relâchées dans la soirée.

Corresp. Strasbourg

Foyer Bagnolet

La mort étrange d'un travailleur marocain

Jeudi matin, un maçon découvrait le corps de Mustapha Touta dans la cave du foyer SONACOTRA DE Bagnolet, pendu.

Mustapha Touta, travailleur marocain de 28 ans, n'était pas un résident mais employé quelques heures par semaine par l'administration du foyer. Suicide *«banal»* selon les premières conclusions des policiers. Pourtant, rapidement, cette thèse apparaît peu vraisemblable. Il est plutôt étrange en effet que Mustapha ait pu se pendre aux canalisations de la cave alors qu'on n'a retrouvé aucun tabouret, aucune chaise auprès de son corps. De plus, selon certains résidents, les premières constatations du médecin-légiste, envoyés par le Parquet du tribunal de Bobigny, auraient permis de relever des traces de strangulation antérieures à la pendaison. Il est difficile d'en savoir davantage car le rapport d'expertise n'a pas été rendu public pour l'instant. D'ailleurs, il faut noter qu'un étrange silence entoure cette affaire : jusqu'ici, la police est restée muette. Sans doute que l'idée d'un règlement de compte suggérée par le directeur du foyer n'est pas plus convaincante que la thèse du suicide. Sinon, la police n'aurait pas manqué d'en faire état...

Huit ans après son inculpation

Jean Portais est condamné à mort

Après un procès de trois jours, Jean Portais a été condamné à mort par les assises de la Gironde. Il était accusé du meurtre de la fille d'une bijoutière à Mâcon en août 1968 et de celui d'un policier en mars 1969.

Portais, après avoir dans un premier temps, avoué sa culpabilité, était ensuite revenu sur ses déclarations. A son procès, c'est la thèse de l'innocence qu'il a continuée à défendre malgré des témoignages accablants. Le seul témoin qui soit venu le défendre en disant que Portais est un ancien résistant, fut condamné à la Libération pour avoir donné le réseau. L'entrée de Portais dans la clandestinité était, semble-t-il dûe surtout au fait qu'il était poursuivi pour un cambriolage... Après plusieurs condamnations pour vols qualifiés, Portais travaille à Bordeaux puis, à 51 ans, s'installe dans une ferme. A ce *«père tranquille»*, des rumeurs persistantes prêtent d'autres activités : participation à une organisation parapolitique et garde du corps d'une personnalité connue de la majorité. Cette situation particulière pourrait bien expliquer qu'il n'ait pas fallu moins de huit ans pour que l'instruction de son procès soit enfin terminée. Entre temps, elle a été frappée deux fois de nullité. En raisons de ses états de *«service»* et de son âge : 68 ans, Portais a sans doute bon espoir d'être gracié.

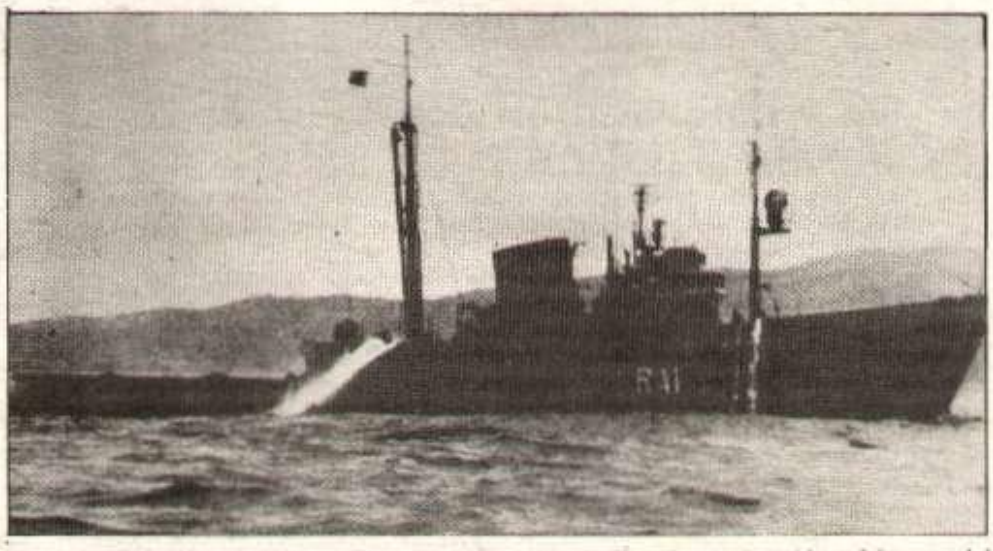
La collision des supertankers

LA MER «*DIGÈRE*» MAL LE PÉTROLE !

Si l'on en croit les autorités maritimes sud-africaines, la collision survenue vendredi matin entre les deux pétroliers géants Venpet et Venoil, n'aurait pas de conséquences aussi graves que les premières informations sur la catastrophe pouvaient le laisser penser. Non seulement les deux hommes d'équipage portés disparus ont été retrouvés sains et saufs, mais la fuite du pétrole serait moins importante qu'on ne le craignait : une partie seulement des 250 000 tonnes transportées par le Venoil se serait échappée. Par ailleurs, il semble que la nappe, au lieu de se diriger vers la côte, soit entraînée par le vent et les courants vers le large.

Même si la nappe n'atteint pas les réserves naturelles de faune et de flore côtières situées près du lieu de l'accident, il n'empêche qu'elle s'étend sur plusieurs dizaines de kilomètres carrés. Une tentative de récupération est en cours mais l'expérience a montré jusqu'ici que ce type d'opération ne donne que des résultats très limités. Seuls les pompages effectués dans les ports, en eaux calmes, ont été possibles.

Or, si la pollution en pleine mer est moins spectaculaire que lorsque le mazout envahit les côtes, elle n'en est pas moins grave pour le milieu marin, pour la faune et la flore, notamment par son caractère très concentré, contrairement à certaines affirmations donnant à croire que la mer peut *«digérer»* les hydrocarbures. Les dernières statistiques connues concernent 1973 : cette année là, six millions de tonnes de pétrole ont été déversées en mer ; cela fait beaucoup à digérer !



Des pétroliers déversant des milliers de tonnes de pétrole, c'est un accident fréquent. Ici l'Urquiola en mai 1976.

Malgré ces chiffres, un colloque international sur la pollution pétrolière se montrait optimiste, notamment en ce qui concerne les accidents de pétroliers, ces marées noires ne constituant qu'une *«partie infime»* des déversements de pétrole. Forts de ces conclusions, les armateurs n'ont pas cessé de construire d'énormes pétroliers qui font courir des risques à la mesure de leur taille.

L'accident du Venoil en est un nouvel exemple, après le Torrey Canyon en 1967, l'échouage d'un pétrolier libérien de 237 000 tonnes dans le détroit de Malacca en janvier 1975, l'accident d'un pétrolier grec en novembre suivant, l'incendie d'un autre pétrolier dans la rade de la Corogne (Espagne) en mai 1976 et plus récemment le naufrage du Boehlen près des côtes bretonnes en octobre 1976. Cela n'empêche pas les compagnies de parler à chaque fois de *«catastrophe exceptionnelle»*...

Besançon : l'inspecteur du Travail n'est pas impartial !

Le patron d'une entreprise de transport de Haute-Saône avait été condamné à 1 000 francs d'amence pour *«obstacle aux fonctions d'un inspecteur du travail»* par le tribunal de Vesoul : il avait refusé de laisser l'inspection du travail effectuer un contrôle dans son entreprise.

Le patron a fait appel. La Cour d'Appel de Besançon vient d'accorder au patron une réduction de moitié de l'amende. La Cour a en effet estimé que l'inspecteur du travail n'a pas agi avec *«l'impartialité nécessaire, ce qui a obligatoirement pour conséquence la création d'incidents»*. Rendez-vous compte : il avait *«ouvertement pris parti pour un employé congédié et insisté pour que le patron verse une indemnité de plusieurs millions de centimes»*. En conséquence, le patron a eu droit à des circonstances atténuantes...

Histoire belge

Sous le titre *«La dernière histoire belge»*, la Tribune des cheminots du 7 décembre écrit : *«Chacun sait que par mesures d'économies, imposées par l'austérité, la SNCF a décidé de ne remplacer qu'une traverse usagée sur deux. Ce qui conduit à réduire la vitesse des circulations sur un bon nombre de lignes. Voilà pourquoi sans doute, en toute logique* (capitaliste), *la SNCF vient de vendre 150 000 traverses aux chemins de fer belges !»*.

Lettre des avocats de Croissant à Peyrefitte

Les avocats français de Klaus Croissant ont rendu publique, en fin de semaine, une lettre qu'ils avaient adressée à Peyrefitte, et dans laquelle ils s'inquiètent des conditions de détention de leur client. Ils écrivent : *«La cellule de Me K. Croissant est éclairée jour et nuit, il ne peut trouver un repos continu, une ouverture a été pratiquée dans la porte de sa cellule. Des surveillants installés sur un mirador conçu à cette fin, à hauteur d'un judas, se relaient toutes les trois heures, observant Me Croissant, dans ses moindres mouvements, 24 heures sur 24, même quand il doit satisfaire des besoins naturels. Ces conditions de vie inhumaines mettent sa vie et son équilibre en danger. La découverte insolite des lames de rasoirs et le régime de détention infligé sont de nature à engendrer un état suicidaire, bien qu'il n'ait cessé d'affirmer qu'il ne mettrait pas fin à ses jours.»*

Les vœux de Barre

Le premier ministre a adressé hier *«aux Français»* à l'occasion du traditionnel arbre de Noël de l'Hôtel Matignon, ses vœux de *«lucidité, de courage et d'espérance»* pour la nouvelle année.

«Lucidité, —a-t-il dit—, *car il ne faut pas raconter des histoires et surtout ne pas en raconter aux autres. De courage, car il faut poursuivre l'effort déjà engagé. Enfin d'espérance, car rien ne se fait sans espoir».*

«La France a assez de vertus, de qualités, de ressources, pour que les Français et les Françaises puissent avoir espoir en elle.»

Il faut de l'espoir car qui n'en a pas ne peut rien ; quelle source d'encouragement les Français vont trouver là. Décidément, les politiciens de la vieille droite n'ont que les mots d'*«effort»*, de *«sacrifices»* à la bouche. Pour les travailleurs, évidemment !

Fabre défend Marchais ?

Au cours d'un meeting à Riom, dans le Puy de Dôme, Fabre a déclaré à propos de la libération des prisonniers français détenus par le Front POLISARIO : *«Je déplore la réaction du Président de la République qui a reçu cette affaire-là comme un affront personnel (...) Si Georges Marchais a été le dernier à aller là-bas et si le gouvernement algérien et le POLISARIO ont voulu faire un cadeau, comme on l'a dit, eh bien, tant mieux pour lui (...) De toute façon, cela n'a aucune importance car c'est uniquement le résultat qui compte. Mais est-ce que nous n'avons pas le droit d'aller à l'étranger et d'y avoir des conversations ? Nous ne nous sentons pas dans l'obligation quand nous rentrons d'en rendre compte au gouvernement, nous n'engageons que nous-mêmes et notre propre parti.»*

Puis, amer, le président du MRG a ajouté : *«Une fois pour toutes, l'opposition est écartée de tout»...*

Les jeunes giscardiens chez Barre

Les jeunes giscardiens ont été reçus par Barre qui leur a annoncé que *«les contrats emploi-formation seraient reconduits l'an prochain.» «Autrement»* : c'est le nom du mouvement des jeunes giscardiens, a tenu samedi ses assises nationales qui ont à cette occasion revendiqué un certain nombre de *«droits nouveaux»* pour les jeunes: *«Un treizième mois de l'appelé, égal à la moitié du SMIC, une plus grande tolérance en matière de coupe de cheveux pour les jeunes effectuant leur service militaire, la suppression des péages autoroutes pour les motards, la non assimilaton de motos de plus de 450 centimètres cubes aux signes extérieurs de richesses».* Enfin, pour faire un peu parler d'eux, les jeunes giscardiens vont louer une péniche sur laquelle ils ont l'intention de parcourir les canaux de notre pays...

Le PSD propose...

Le tout petit Parti social-démocrate qui est issu d'une scission du Parti Socialiste a rendu public *«douze propositions pour une social-démocratie française»* qui, selon son secrétaire général, *«ouvrent par des réformes concrètes une voie nouvelle».* Comme tout un chacun en cette période électorale, le PSD propose le SMIC à 2 200 francs, un plan de lutte contre les injustices sociales, une répartition plus équitable de l'impôt, le retour à la proportionnelle, la poursuite de la construction européenne, un plan de développement industriel et agricole, une lutte contre le chômage. Quelle originalité, M. Hintermann !

La chute de *J'informe*

UN OUTIL MAL ADAPTE AUX BESOINS DE SES COMMANDITAIRES

●A deux pas de l'Étoile, en plein quartier chic de Paris, un immeuble moderne, avec plantes vertes dans le vestibule et moquette dans l'escalier. Accueillant le visiteur, un panneau syndical surprend dans ce cadre : la rédaction de *J'informe*, le journal lancé en septembre par l'ancien ministre Fontanet, qui vient de mettre la clef sous la porte, occupe les locaux.

L'objectif ici n'est pas semblable à celui qui se présentait au moment des conflits de *France-Soir* et du *Figaro* ; pas question de résister à la mainmise d'un patron de presse genre Hersant. Tout au plus, il s'agit pour les journalistes de ne pas trop payer les pots cassés dans la débâcle de l'entreprise. Paie de décembre, obtention des papiers nécessaires pour pointer plus tard aux ANPE —la tenue des papiers administratifs concernant le personnel était pour le moins insuffisante chez l'ancien ministre du travail— telles sont pour l'instant les préoccupations majeures.

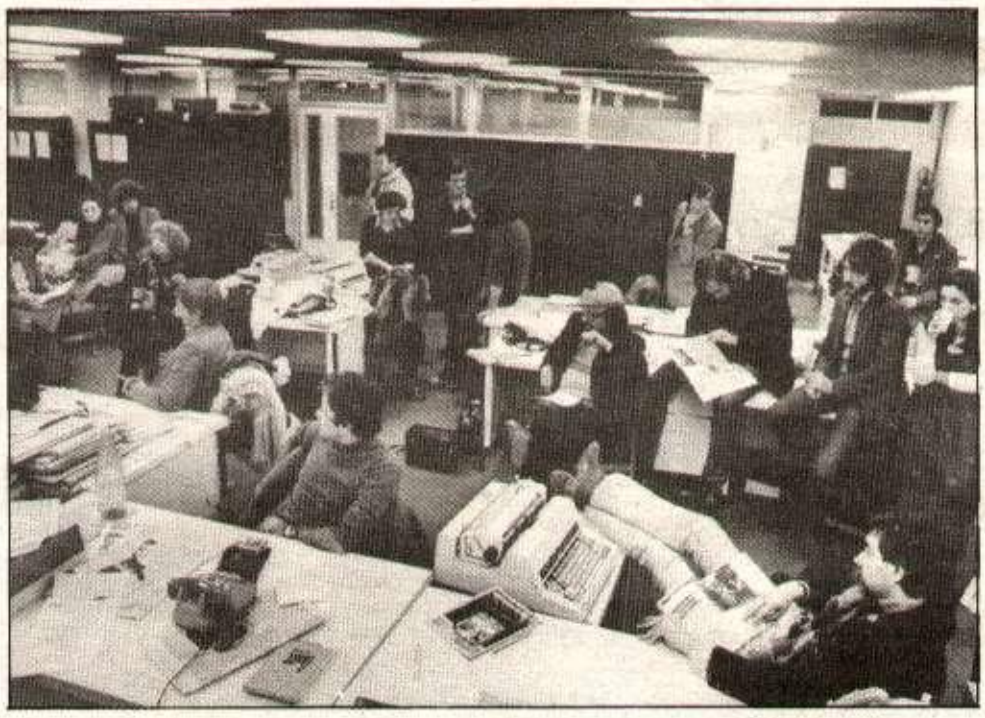
Avec une moitié environ de syndiqués (SNJ et CFDT), la rédaction de *J'informe* présentait une variété politique plus grande qu'on n'aurait pu s'y attendre pour une entreprise dont l'ambition était de concurrencer *Le Monde* sur sa droite. Non pas que nombre d'entre eux se situent à droite. Mais les hésitation dans la mise sur pied d'une presse de combat, tirant à boulets rouges sur l'opposition, sont peut-être un des facteurs de l'échec de Fontanet. N'a-t-on pas vu par exemple celui-ci engager un des occupants d'aujourd'hui de préférence à plusieurs autres, pourtant présentés, eux, par le CNPF ? Ne s'est-il pas empressé, au moment des mesures Stoléru contre les immigrés, de publier une tribune libre de Jeanson, de la CFDT ? Jusqu'aux tous derniers jours, où le contrôle s'est fait plus étroit, Fontanet avait plutôt le choix de laisser ses journalistes écrire sans trop les censurer.

Ce *«libéralisme»*, plusieurs journalistes en ont été témoins, suscitait un mécontentement certain chez de nombreux patrons : *J'informe*, apparemment, ne rendait pas les services qu'on en avait entendu. Mais était-il vraiment envisageable de vouloir attaquer la clientèle du *Monde* sans jouer un minimum ce jeu de *«l'ouverture»* ? A cette contradiction jamais bien résolue dans l'entreprise, s'est ajoutée sa faible réussite : une vente deux fois plus faible que *Libération* à Paris, pour une tentative aussi ambitieuse, c'est bien mince. Certains se demandent même si la cassure de l'Union de la gauche, en semblant écarter momentanément le *«péril»* électoral n'a pas découragé aussi le patronat qui soutenait son entreprise, de soutenir Fontanet à bout de bras.

Il reste en tout cas que les soutiens financiers nécessaires puissants au départ, ont manqué en cours de route. C'est bien, en effet, un milliard et demi d'anciens francs, qui avaient été rassemblés pour le lancement du journal. Générosités discrètes : les journalistes, qui ont constitué une commission économique pour tâcher de se dépêtrer dans le maquis des quatre sociétés créées pour le démarrage du nouveau quotidien, recherchent la trace des bailleurs de fond dont on avait parlé à l'époque, et qui allaient des grandes banques (Suez, Paribas) à Michelin et aux pétroliers. De son côté, Fontanet lui-même se plaint, dans le dernier numéro, paru samedi après-midi, que la publicité ait manqué (faute de lecteurs, d'ailleurs) et qu'un certain nombre d'abonnements massifs, qui devaient être souscrits par des entreprises, ne l'aient pas été au moment où ils seraient devenus nécessaires.

En fait, il fallait trancher : ou bien le patronat laissait *J'informe* continuer sa carrière jusqu'aux élections, ou bien il le liquidait tout de suite, évitant ainsi le mauvais effet qu'aurait produit pour la majorité la disparition, à une date trop rapprochée des élections, d'un journal qui lui était favorable. L'outil n'étant pas adapté, ceux qui l'avaient commandé l'ont purement et simplement jeté, laissant les journalistes, à qui Fontanet avait promis au minimum deux années de travail, se débrouiller maintenant.

Jean LERMET



Dissensions internes dans le PCF

«Des centaines de lettres, de contributions, envoyées à L'Humanité *et à* France-Nouvelle *ont été interdites de publication et souvent mêmes n'ont pas reçu de réponse».* C'est ainsi que, sous un pseudonyme collectif, des militants, cadres, intermédiaires du PCF expliquent dans un article publié dans *Politique-Hebdo* qu'une *«opposition se structure dans le PCF au niveau national».* Ce texte en six points propose pêle-mêle une autre tactique pour que l'Union de la gauche aboutisse et affirme rejeter l'abandon de la dictature du prolétariat ; nous y reviendrons dans une prochaine édition.

Le cauchemar d'Atthali

Le rêve d'Atthali, c'est le titre d'une bande dessinée éditée à 600 000 exemplaires par *«L'Association pour la Démocratie»* que préside Bassi et qui est sans doute financée sur des fonds gouvernementaux. Ces dessins sont signés Louis Le Mutin et seraient, disent certains, l'œuvre de feu Goscinny. Cette B.D. se veut une description des conséquences catastrophiques du gouvernement de la gauche, le titre fait référence au conseiller économique de Mitterrand, Attali.

Edgar Faure sommé de se situer !

L'un des hommes politiques français les plus opportunistes qui soit va avoir un choix difficile à effectuer...

La fédération du Parti Radical du Doubs lui a en effet demandé de choisir entre son appartenance à ce mouvement ou à l'investiture du RPR dans la circonscription de Pontarlier : *«Ou le président E. Faure est radical et soutient Giscard d'Estaing, ou il est RPR et il soutient Chirac».* E. Faure est président du conseil régional de Franche-Comté, conseiller municipal de Pontarlier, et depuis qu'il y a adhéré, président de la fédération schreiberienne du Doubs. Il est aussi sous-marin officiel du RPR dans le Parti Radical.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y.Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

«UN GOUVERNEMENT SOCIALISTE HOMOGENE...» ?

Le dernier numéro de la revue *Faire* que dirige Gilles Martinet publie une lettre d'un groupe de militants du PS.

Répondant aux propos de Mitterrand d'il y a une huitaine de jours, ceux-ci rejettent l'hypothèse d'un gouvernement socialiste qui serait d'emblée homogène ; Mitterrand avait déclaré, rappelons-le : «*Vaut-il mieux un gouvernement de gauche animé par les socialistes, ou garder un gouvernement de droite ?*»

Les militants socialistes répondent : «*Ce serait renoncer à l'analyse qui a tion des socialistes, des communistes et des Radicaux de gauche au gouvernement pour l'appliquer. Ce serait s'enfermer dans la tactique de l'appareil du Parti communiste (...) le combat unitaire aujourd'hui consiste à dénoncer cette tactique d'appareils qui cherche à imprimer — avec difficultés d'ailleurs — une propagande au cœur du combat unitaire depuis plus de dix ans : pas de changement possible sans Union de la gauche, sans Programme commun, sans participade faite de procès d'intention qui détruit l'analyse unitaire. L'hypothèse d'un gouvernement homogène socialiste est donc à écarter* ***aujourd'hui*** *(c'est nous qui soulignons NDLR) car elle alimente une dynamique d'échec anti-unitaire que nous refusons et dont le PCF, s'il la poursuit, doit porter l'entière responsabilité*». En effet la rupture avec le PCF pour la grande majorité des militants du PS devra emprunter un processus, il ne faut pas se résigner trop vite.

Quand Bourges mange le morceau

Parlant devant l'école supérieure de réserve et d'Etat major, Yvon Bourges a déclaré que l'armée devait toujours être prête à assurer à l'étranger la protection des ressortissants français et des intérêts de la France : «*S'ils se trouvent gravement menacés, ce qu'un pays comme la France attend de ses forces armées n'est pas séparable du rôle qu'elle entend jouer à travers le monde. Il n'est pas déraisonnable de penser qu'une action puisse se révéler nécessaire soit à la demande d'Etats amis liés à la France par des conventions particulières ou bien des Nations unies, soit afin d'assurer hors du territoire national la protection, s'ils se trouvent gravement menacés, de nos intérêts et de nos compatriotes. C'est en considérant ces éventualités que l'on peut parler de nos capacités militaires comme directement liées à l'action extérieure du pays, comme soutenant notre politique étrangère, confortant notre diplomatie.*»

Tant de franchises de la part de Monsieur Bourges ! On aurait aimé qu'il soit tout à fait complet et qu'il explique quels intérêts l'armée qu'il représente défend en intervenant ouvertement contre le peuple sahraoui. Ainsi toute ambiguité serait levée.

BUDGET 78 ADOPTÉ DÉFINITIVEMENT

Le Sénat a adopté dans sa majorité le budget 78. L'ensemble des trois formations de la gauche s'est abstenu . Le gouvernement avait demandé un vote bloqué, c'est-à-dire qu'il excluait tout amendement sénatorial.

En bref...En bref...

Gaullistes sincères gaullistes alimentaires...

Au cours d'une conférence de presse, l'UJP a dénoncé «*l'imposture du chiraquisme*» et a exprimé «*la détermination des jeunes gaullistes à la dénoncer ainsi que celle du RPR qui regroupe en son sein beaucoup de carriéristes et de gaullistes alimentaires mais très peu de gaullistes sincères.* Dis de la part de gens de la famille...

Le turlupin en campagne

«*Je récuse avec l'appui unanime de mon parti l'idée d'unité de la majorité*» a déclaré hier JJSS en présentant les 120 candidats de son mouvement. Il a affirmé que les négociations qu'il conduit depuis trois mois avec le PR et le CDS vont permettre de présenter des candidats uniques dans presque toutes les circonscriptions et qu'une trentaine d'autres seraient désignés avant la fin de l'année. Mais, contre toute évidence, il a nié que ce «*front*» soit dirigé contre le RPR «*le parti radical n'a pas d'ennemi*» a-t-il affirmé courageusement ; mais, il a ajouté qu'il ne voulait «*en aucun cas que la majorité actuelle soit reconduite*»...

Quel accord choisiront les candidats du PR et du CDS ? Celui qu'ils ont signé avec Chirac ou celui que JJSS prétend avoir conclu avec eux ? Celui qui leur sera le plus favorable le moment venu ; on est centriste ou on ne l'est pas.

Municipalités d'union désunies

C'est de nouveau l'orage qui prévaut dans les relations des partis des gauche. Une motion présentée par Chaban Delmas à la Communauté urbaine n'a pas rencontré d'opposition unie, ce qui a permis à la motion chabaniste de passer... Le maire socialiste de Valence connaît à son tour quelques déboires. Une centaine de membres du personnel commercial et des membres du PCF ont envahi la mairie pour protester contre la création d'une agence communale d'urbanisme conjointement avec la ville de Romans ; les manifestants protestaient contre ce qu'ils jugent être une privatisation.

Achetez le *Quotidien tous les jours dans le même kiosque*

Le «plan de paix» de Begin

PROTECTORAT SIONISTE SUR LA CISJORDANIE

Après ses entretiens avec Carter, Bégin a présenté à la télévision américaine ce qu'il appelle son «plan de paix». Il a particulièrement développé les points concernant la Cisjordanie (qu'il appelle «Judée et Samarie»). Il propose pour cette région «auto-gouvernement et autonomie», «élections au suffrage universel», «droits réciproques d'installation pour les communautés juives et arabes». Cet arrangement ne serait pas définitif, mais pourrait s'étaler sur vingt ans. En ce qui concerne Jérusalem, qualifiée de «ville juive depuis trois mille ans», Bégin n'envisage même pas de partition, mais un «auto-gouvernement» des autorités religieuses sur les lieux saints. Bégin a affirmé que Carter était d'accord avec ce plan.

Quand on sait que Bégin a été élu sur un programme prévoyant l'annexion pure et simple de la Cisjordanie, on voit jusqu'où vont ses manœuvres pour tenter d'isoler la Résistance palestinienne. Mais qu'y-a-t-il derrière ces prétendues concessions ? Sous prétexte de «libre circulation», c'est la continuation de la colonisation sioniste dans les territoires occupés qui est prévue par le premier ministre sioniste. C'est aussi l'occupation militaire qui doit se poursuivre, puisque, pour Bégin, ce plan doit «garantir la sécurité de l'État d'Israël» : on sait ce que cela signifie pour les sionistes ! En fait, c'est un protectorat sioniste plus ou moins partagé avec le régime jordanien que Bégin veut instaurer : cette «autonomie» donnerait aux Palestiniens le même «pouvoir» que les Noirs peuvent avoir dans les bantoustants des racistes d'Afrique du Sud. Ce projet n'a, bien entendu, rien à voir avec «l'État palestinien instauré sur une portion du territoire libéré» exigé par l'OLP. Bégin est même en retrait par rapport aux propos ambigus de Carter qui avait préconisé une «patrie palestienienne».

Bégin doit rencontrer Sadate cette semaine en Égypte. Malgré toute la propagande optimiste faite autour de cette visite, la presse égyptienne, analysant les propositions de Bégin, estimait qu'elles étaient nettement insuffisantes. Au cours d'une conférence de presse, Sadate déclarait : «*Pour le moment, je ne peux pas dire qu'il y ait un développement du côté israélien. J'attends, comme vous, comme le monde entier. J'attends une réponse du premier ministre Bégin à ma visite à Jérusalem*». Le président égyptien reconnaît donc lui-même qu'après s'être engagé à fond dans sa politique de reconnaissance de l'État sioniste et s'être isolé du monde arabe, il n'a toujours rien obtenu de la part de Bégin.

Salah Khalaf, dirigeant de l'OLP a déclaré à un journal koweitien : «*Sadate n'a rien à voir avec la Palestine et personne n'est autorisé à représenter les Palestiniens si ce n'est l'OLP*». Il a accusé Sadate «*d'intervenir dans les affaires palestiniennes en concluant un accord avec les Israéliens au nom des Palestiniens*».

Jean-Pierre CHAMPAGNY

Djibouti

CRISE DANGEREUSE

A Djibouti, l'attentat contre des militaires français de jeudi qui aurait finalement fait cinq morts provoque une grave crise au sein du gouvernement. En effet, le président Hassan Gouled a décidé de dissoudre le MPL, organisation afar se réclamant de l'extrême-gauche qui a été rendue responsable de l'attentat. Sous prétexte d'enquête, la police a ratissé immeuble par immeuble les quartiers afars de Djibouti et a opéré des centaines d'arrestations. Ces rafles rappellent les sinistres méthodes employées contre les partisans de l'indépendance par le colonialisme français.

A la suite de ces mesures, le premier ministre Dini et quatre autres ministres d'origine afar ont démissionné dénonçant «la répression tribale» et «les méthodes policières qui ne visent en rien à la poursuite et à l'arrestation des vrais coupables». Il faut rappeler que c'est le colonialisme qui, par son découpage arbitraire de la Corne de l'Afrique, puis en s'appuyant à Djibouti sur une ehtnie contre une autre pour gouverner, est à l'origine de ces contradictions. Dans sa lutte pour l'indépendance le peuple de Djibouti avait commencé à surmonter ce problèmes : dans la LPAI, l'alliance de Gouled, leader d'origine somali et de Dini, leader d'origine afar était le symbole de cette unité. Avec sa rupture, les risques de conflits se précisent dangereusement en même temps que ceux d'une interventions extérieure : intervention de l'URSS par l'intermédiaire de l'Éthiopie, intervention de la France qui, grâce aux accords militaires signés peut intervenir pour la «défense» de Djibouti.

DAMAS

Dimanche, des dizaines de milliers de Syriens ont manifesté à Damas contre la politique de Sadate. Des entretiens importants ont eu lieu entre dirigeants syriens et dirigeants de la Résistance Palestinienne.

OPEP

Le sommet de l'OPEP doit se réunir au début de cette semaine à Caracas au Vénezuela. Il devrait discuter de la fixation des prix du pétrole pour 1978. Ces dernières semaines, les USA ont multiplié leurs pressions sur les pays producteurs de pétrole pour obtenir un gel des prix.

Pour la bataille politique de 78

ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom .....
Prénom.....
Adresse .....

A PROPOS DE LA SITUATION INTERNATIONALE

4 - Le Tiers-Monde et la révolution prolétarienne

Ceux qui condamnent la théorie de la division du monde en trois mondes comme une théorie opportuniste, anti-marxiste, etc., s'en prennent tout particulièrement au concept de Tiers-Monde. Et leurs principales attaques consistent à souligner que la plupart des régimes des pays du Tiers-Monde sont réactionnaires et très souvent sanglants, opprimant et exploitant férocement leurs peuples. Ainsi, il faudrait nier la réalité politique du mouvement de ces pays, *dans leur ensemble*, contre l'impérialisme et l'hégémonie, car, sinon, cela reviendrait à tromper les peuples de ces pays, à les inciter à ne plus lutter contre leurs propres classes exploiteuses, mais au contraire à s'unir à elles, à se soumettre. L'argument, très simple, peut se résumer ainsi : «Il est impossible de dire que de telles forces réactionnaires puissent jouer un rôle progressiste. C'est de l'opportunisme, du révisionnisme et un soutien à l'impérialisme».

Cet argument part d'une évidence : la réalité d'une série de régimes de pays du Tiers-Monde, leur caractère souvent réactionnaire, obscurantiste et parfois féodal. Mais peut-on en rester, en guise d'argument à ce simple constat ?

D'abord il faut souligner la diversité de ces régimes, des formations sociales qu'ils représentent et des classes qui y détiennent le pouvoir. Il y a parmi eux, un certain nombre de pays socialistes et notamment la Chine populaire, où c'est la classe ouvrière qui est au pouvoir. Il existe une série de pays où des couches petites-bourgeoises à l'origine se sont constituées en classe dominante et s'efforcent souvent de mettre en place un capitalisme d'État. Il y a enfin des pays où les couches dirigeantes cautionnées et installées au départ par l'ancienne puissance coloniale, tentent plus ou moins sans rompre brutalement leurs liens de dépendance, de les distendre et de se constituer une sphère propre sous leur contrôle. Mais combien reste-t-il de pays qui soient de strictes néo-colonies, c'est-à-dire où une poignée de compradores et de fantoches, gèreraient en toute docilité l'ancienne administration coloniale, les intérêts de telle ou telle puissance impérialiste ?

Certains pays, tel l'Égypte ou la Somalie, ont pu récemment rompre spectaculairement des liens d'allégeance qui paraissent solides et pesants, sans pour autant, toujours, retomber sous la coupe d'une autre puissance. De tels phénomènes ne montrent-ils pas d'une façon assez significative que les puissances impérialistes, y compris les superpuissances, ne sont souvent plus en mesure d'*assurer* leur main-mise, d'enchaîner à elles solidement ces pays ?

Il faut ensuite s'interroger sur la raison même de la diversité de ces régimes et de leur caractère souvent répressif. On ne peut les comprendre, si on ne les rapporte pas au fait fondamental de l'essor sans précédent du mouvement de libération nationale. D'un côté, un grand nombre de ces régimes sont issus du mouvement de libération nationale. Mais de façon différenciée : il a connu et connaît en effet des degrés de développement divers selon les pays. On trouve ainsi, à un pôle, des pays où le mouvement de libération nationale sous direction du prolétariat a pu se poursuivre jusqu'au bout, jusqu'au socialisme à travers la révolution de démocratie nouvelle. A un autre pôle, des pays qui ont accédé à un statut d'indépendance politique, davantage du fait d'un rapport de forces global, mondial, avec l'impérialisme que du fait du développement interne de la lutte de libération.

Mais partout où des classes exploiteuses demeurent au pouvoir dans ces pays, elles sont obligées de prendre en compte le formidable essor du mouvement de libération nationale, son potentiel révolutionnaire, soit qu'elles l'affrontent déjà de façon ouverte dans leur propre pays, soit qu'elles le craignent et cherchent à le désamorcer, à le prévenir.

Si la répression prend assez souvent dans ces pays un caractère odieux, c'est bien avant tout le signe de la faiblesse interne de ces régimes : tout mouvement des masses, en général, risque en effet d'y déboucher sur l'exigence d'une indépendance nationale véritable et la remise en cause, en termes de classe, du pouvoir en place. Mais en même temps, sous cette menace, les classes exploiteuses de ces pays espèrent consolider leur pouvoir, le stabiliser en lui donnant une base sociale et économique nationale. Et elles sont amenées ainsi à se heurter à l'impérialisme, à rechercher les moyens de lui résister. Et parce qu'elles ne sont pas en mesure, isolément, de trouver ces moyens, elles vont nécessairement dans le sens de s'unir entre elles, de constituer, sur un plan d'ensemble, en une force politique capable de s'affronter à l'impérialisme et au social-impérialisme.

«Les peuples veulent la révolution, les nations leur libération, les pays l'indépendance». Cette importante indication de Mao Tsé-toung éclaire entre autres, cette contradiction : le mouvement des peuples pour la révolution a un contenu de classe très net, et vise en particulier les classes exploiteuses de chaque pays. Il constitue, avec le mouvement des nations pour leur libération, le moteur de la lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme. Mais, en même temps, sous cette poussée historique, les pays, dont les régimes sont une cible de ce mouvement, sont amenés à rechercher l'indépendance et à résister, à des degrés divers, à l'impérialisme.

Il ne fait pas de doute que les pays du Tiers-Monde, comme le montre l'exemple de la Chine populaire en particulier, ne pourront conquérir leur indépendance véritable, complète, que par des bouleversements internes portant au pouvoir les masses populaires de ces pays. Mais c'est une donnée très importante de la situation internationale aujourd'hui, et de l'affaiblissement de l'impérialisme, que les classes exploiteuses des pays nouvellemenet indépendants soient conduits ainsi à s'opposer elles-mêmes, jusqu'à un certain point, à l'impérialisme et au social-impérialisme. C'est là l'amorce d'un mouvement de grande ampleur au cours duquel leur tendance à la conciliation avec l'impérialisme sera inévitablement combattue par le prolétariat et les masses populaires de ces pays, au cours duquel l'affrontement politique avec l'impérialisme, et en premier lieu, avec les superpuissances, se développera nécessairement en luttes armées.

Les communistes et le prolétariat révolutionnaire doivent prendre en compte cette situation nouvelle, le double aspect du Tiers-Monde : le rôle et l'intérêt du prolétariat est de soutenir activement le Tiers-Monde, dans la mesure où il affronte l'impérialisme et le social-impérialisme. Mais en même temps, pour autant que les classes dirigeantes de ces mêmes pays répriment et exploitent le peuple, le prolétariat a la tâche de faire la révolution, de la diriger et de renverser le pouvoir de ces classes.

Cette double tâche vise l'objectif unique de la révolution prolétarienne : s'il s'agit bien, en effet, de détruire l'impérialisme et, au premier plan, les superpuissances, alors il ne faut pas négliger aucune des forces qui sont capables de porter des coups à l'impérialisme.

De fait, dès l'ouverture de la crise générale de l'impérialisme, l'alliance du mouvement révolutionnaire du prolétariat avec les mouvements de libération nationale posait, dès le départ, le même type de problème et a exigé des communistes qu'ils l'envisagent et le résolvent dialectiquement.

Et Staline formulait ainsi, alors, les positions léninistes : *«Dans les conditions de l'oppression impérialiste, le caractère révolutionnaire du mouvement national n'implique pas nécessairement l'existence d'éléments prolétariens dans le mouvement, l'existence d'un programme révolutionnaire ou républicain du mouvement, l'existence d'une base démocratique du mouvement. La lutte de l'émir de l'Afganistan est objectivement une lutte révolutionnaire, malgré le ton monarchique des conceptions de l'émir et de ses partisans ; car elle affaiblit, elle sape et désagrège l'impérialisme... Lénine a raison lorsqu'il dit que le mouvement national des pays opprimés doit être apprécié, non du point de vue de la démocratie formelle, mais du point de vue de ses résultats effectifs dans la balance générale de la lutte contre l'impérialisme, c'est-à-dire l'échelle mondiale et non pas isolément. Les mêmes raisons font que la lutte des marchands et des intellectuels bourgeois égyptiens pour l'indépendance de l'Égypte est une lutte objectivement révolutionnaire, malgré l'origine bourgeoise et la qualité bourgeoise des leaders du mouvement national égyptien, et bien qu'ils soient contre le socialisme».*(*Les principes du Léninisme*).

Ainsi le prolétariat, dans la situation actuelle, doit abattre sa propre bourgeoisie pour établir le socialisme, puis le communisme tout en participant à la lutte mondiale des peuples, nations et pays opprimés contre l'impérialisme et notamment les deux superpuissances.

Texte du Parti du Travail d'Albanie

«La théorie et la pratique de la révolution»

Editorial du *Zeri i Popullit* — 7 juillet 1977 (extraits)

(...) L'autre grand courant de la révolution mondiale à notre époque est le mouvement de libération nationale des peuples, dirigé contre l'impérialisme, le néo-colonialisme et les survivances coloniales. Les marxistes-léninistes, le prolétariat mondial, sont pleinement solidaires du mouvement de libération nationale des peuples et ils lui accordent tout leur appui, en le considérant comme un facteur extrêmement important et irremplaçable du développement du processus révolutionnaire mondial. Le Parti du Travail d'Albanie a été et est toujours aux côtés des peuples qui luttent pour la liberté et l'indépendance nationale (...)

(...) «Cette ferme prise de position, le camarade Enver Hoxha, au nom du Parti et de l'Etat albanais, l'a exprimée encore dans son discours à l'Assemblée populaire à l'occasion de l'approbation de notre nouvelle Constitution. **«La plupart des peuples du monde**, a-t-il déclaré, **font aujourd'hui de gros efforts pour s'opposer par la force aux lois coloniales et à la domination néo-colonialiste, aux règles, aux pratiques, aux coutumes, aux accords inégaux, anciens et nouveaux, établis par la bourgeoisie pour maintenir l'exploitation des peuples, les odieuses distinctions et discriminations dans les relations internationales... Les peuples progressistes et les Etats démocratiques qui ne pactisent pas avec cet état de choses et qui luttent pour l'établissement de leur souveraineté nationale sur leurs richesses, qui luttent pour le renforcement de leur indépendance politique et économique, pour l'égalité et la justice dans les relations internationales, jouissent de la solidarité et du soutien total du peuple et de l'Etat albanais.»** (Discours devant l'Assemblée populaire, 27 décembre 1976).

Les marxistes-léninistes, depuis l'époque de Lénine, ont toujours considéré la lutte de libération nationale des nations et des peuples opprimés par l'impérialisme comme une alliée puissante et une grande réserve de la révolution mondiale du prolétariat.

Dans les pays qui ont conquis entièrement ou partiellement leur indépendance politique, la révolution se trouve à des étapes différentes de développement et elle n'est pas confrontée aux mêmes tâches. Il existe parmi eux des pays au seuil de la révolution prolétarienne, cependant que dans beaucoup d'autres les tâches à l'ordre du jour sont celles de la révolution nationale démocratique anti-impérialiste. Mais dans tous les cas, du moment qu'elle est dirigée aussi contre la bourgeoisie internationale, contre l'impérialisme, cette révolution est une alliée et une réserve de la révolution mondiale prolétarienne.

Cependant, cela signifie-t-il que ces pays doivent en rester à la phase nationale-démocratique de la révolution et que les révolutionnaires ne doivent pas parler de la révolution socialiste et s'y préparer, de peur de brûler les étapes et de se voir traités de blanquistes ?! Lénine a parlé de la nécessité de la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste dans les pays coloniaux dès l'époque où les révolutions démocratiques bourgeoises dans ces pays n'étaient encore que dans l'embryon. Marx et Engels, tout en critiquant le blanquisme, n'ont jugé prématurées ni la Révolution de 1848 ni la Commune de Paris. Le marxisme-léninisme ne confond nullement l'impatience petite-bourgeoise, qui conduit à brûler étapes, avec la nécessité du développement ininterrompu de la révolution.

Lénine soulignait qu'il faut faire avancer la révolution dans les pays coloniaux et dépendants. Depuis l'époque de Lénine, il s'est produit, dans ces pays, de grandes transformations que son génie avait prévues et qu'il traite dans ses thèses sur le processus révolutionnaire mondial. L'accomplissement de la révolution prolétarienne est une loi générale et la tendance essentielle de notre époque. Tous les pays, y compris même l'Indonésie et le Chili, le Brésil et le Zaïre, etc., doivent y arriver, indépendamment des étapes à travers lesquelles ils y parviendront. Ne pas tenir compte de cet objectif, prôner le maintien du statu quo et théoriser sur la nécessité de «ne pas brûler étapes», oublier la lutte contre Suharto et Pinochet, Geisel et Mobutu, signifie n'être ni pour la lutte de libération nationale, ni pour la révolution nationale-démocratique. (...)

Les théories actuelles antiléninistes des «trois mondes», du non-alignement», etc., ont également pour but de miner la révolution, d'éteindre la lutte contre l'impérialisme, américain en particulier, de diviser le mouvement le marxiste-léniniste, l'unité du prolétariat qu'ont prônée Marx et Lénine, de créer toutes sortes de groupes d'éléments antimarxistes, pour combattre les véritables partis marxites-léninistes, qui restent fidèles au marxisme-léninisme, à la révolution.

Les tentatives d'analyser les situations d'une façon soi-disant nouvelle, différente de celle de Lénine et Staline, de modifier la stratégie révolutionnaire à laquelle s'en est toujours tenu le mouvement communiste marxiste-léniniste, conduisent à une fausse voie, antimarxiste, à l'abandon de la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme. (...)

Document du Parti Communiste Chinois

«La théorie du Président Mao sur la division du monde en trois mondes, importante contribution au marxisme-léninisme»

Renmin Ribao
1er novembre 1977 (extraits)

(...) Affirmer que le Tiers Monde constitue la force principale dans la lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme, cela signifie-t-il diminuer les responsabilités et le rôle du prolétariat national dans cette lutte ?

En tant que composante importante du mouvement socialiste prolétarien mondial, la lutte contre les deux superpuissances revêt une âpreté et une complexité toutes particulières. Le prolétariat des différents pays doit bien étudier et diffuser le marxisme-léninisme ; jouer, dans cette lutte, un rôle d'avant-garde ayant force d'exemple, remplir les obligations internationalistes qui lui incombent, soutenir et aider de toutes ses forces la lutte des peuples contre l'impérialisme et l'hégémonisme ; tout cela en vue de faire progresser cette lutte dans la voie juste, et ce jusqu'à la victoire finale.

Par conséquent, que le Tiers Monde soit devenu la force principale contre l'impérialisme et l'hégémonisme ne diminue en rien les responsabilités et le rôle du prolétariat international dans cette lutte. Lorsque Lénine avait fondé l'Armée rouge des ouvriers et paysans, les paysans pauvres en constituaient l'élément principal, cela avait-il diminué les responsabilités du prolétariat russe à l'égard de cette armée ? Et lorsque Staline faisait remarquer que le fondement et l'essence du problème national résident dans le problème paysan, que **«la paysannerie représente l'armée fondamentale du mouvement national»**, aurait il oublié la position que le prolétariat occupe au sein de ce mouvement ? Lorsque le président Mao soulignait que les paysans pauvres chinois constituent **«l'allié naturel et le plus sûr du prolétariat, l'armée principale de la révolution chinoise»**, n'aurait-il pas affirmé en même temps le rôle du prolétariat chinois dans l'ensemble de la cause révolutionnaire ? Si, dans les conditions historiques actuelles, on cherche, sous prétexte de la position dirigeante du prolétariat international, à former on ne sait quel centre de commandement afin de lancer des ordres aux peuples dans leur lutte révolutionnaire anti-impérialiste, ou même de subordonner cette lutte aux intérêts égoïstes d'un pays donné, la pratique a déjà maintes fois prouvé que cela ne peut que porter atteinte à cette lutte et la saper, que c'est aller à l'encontre des intérêts du prolétariat international. Et quand les sociaux-impérialistes prétendent présenter l'organisation d'une intervention armée et l'invasion d'un pays par des mercenaires comme «l'accomplissement d'un devoir internationaliste prolétarien», ils se livrent à la plus ignoble démagogie qui soit, et cela ne pourra que les conduire à un échec désastreux.

Affirmer que le Tiers Monde constitue la force principale dans la lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme, cela veut-il dire qu'il n'existe pas telle ou telle différence entre les divers pays du Tiers Monde quant à leurs conditions sociales et politiques et à leur comportement dans les luttes internationales ? Comme ces pays ont des régimes sociaux et politiques différents, que leur niveau de développement économique est inégal et que leur situation politique change constamment, l'attitude des autorités de ces pays à l'égard de l'impérialisme et des superpuissances ou à l'égard du peuple présente souvent des différences. Par suite de causes historiques, et tout particulièrement du fait que l'impérialisme et le social-impérialisme se sont employés à semer la discrode, il subsiste tel ou tel différend entre certains pays du Tiers Monde, et il y a même eu des conflits armés. Mais considérés dans leur ensemble, la plupart d'entre eux veulent s'opposer à l'impérialisme et à l'hégémonisme. Il existe naturellement au sein des pays du Tiers Monde des luttes entre différentes forces politiques. Parmi ces forces figurent des révolutionnaires fermement décidés à mener jusqu'au bout la révolution nationale et démocratique, ainsi que des progressistes et des éléments intermédiaires de toutes catégories ; il y a aussi une minorité de réactionnaires et même des agents de l'impérialisme ou du social-impérialisme. De tels phénomènes sont inévitables tant qu'existeront les classes, tant qu'existeront le prolétariat, la paysannerie, la petite bourgeoisie, tant qu'existeront les différentes catégories de la bourgeoisie, de propriétaires fonciers ainsi que les autres classes exploiteuses. Mais pour complexe qu'elle soit, cette situation n'éclipse pas ce fait essentiel que le Tiers Monde constitue la force principale dans la lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme.» (...)

La Chine socialiste fait partie du Tiers Monde. Le président Mao a indiqué : **«La Chine fait partie du Tiers Monde car sur les plans politique, économique et autres, il n'y a pas de comparaison possible entre elle et les pays riches ou puissants : elle ne peut se ranger que du côté des pays relativement pauvres.»**(1) Longtemps victime de l'oppression de l'impérialisme, la Chine a mené une longue lutte anti-impérialiste ; aujourd'hui, elle a instauré le régime socialiste, mais elle demeure un pays en développement tout comme les autres pays du Tiers Monde, et doit faire face à la tâche de soutenir une longue et ferme lutte contre les superpuissances impérialistes. Un même passé, un même combat, des intérêts qui étaient, sont et seront pendant longtemps communs, tout cela détermine l'appartenance de la Chine au Tiers Monde.

(1) Entretien du Président Mao, février 1974

CHYPRE

A la suite de négociations avec le commando d'extrême-droite qui l'avait enlevé, le fils du président de la République chypriote Kyprianou a été libéré dans la nuit de samedi à dimanche. Le commando aurait eu l'autorisation de quitter l'île librement.

PHILIPPINES

Le dictateur Marcos a de nouveau organisé un référendum truqué pour obtenir le prolongement de la loi martiale en vigueur aux Philippines depuis 1972. Il aurait obtenu 90 % des voix. Toute personne qui ne votait pas était passible de six mois de prison.

ZIMBABWE

Selon des informations en provenance de Salisbury, les forces de libération ont attaqué samedi soir le centre touristique de Victoria Falls près de la frontière avec la Zambie.

URSS -ÉTHIOPIE

Selon le département d'Etat américain, l'URSS intensifie actuellement son soutien à la dictature du DERG éthiopien dans le conflit de l'Ogaden et dans la guerre contre le peuple d'Erythrée, notamment par un pont aérien amenant en Ethiopie des armes sophistiquées et des tanks en pièces détachées. Outre les Cubains, les Soviétiques seraient maintenant au nombre de 500, alors qu'il n'étaient qu'une centaine le mois dernier. Une cinquantaine de navires russes auraient transité par le canal de Suez depuis juin pour livrer les armes à Mengistu.

ARABIE SAOUDITE

Rossi, ministre du Commerce extérieur, est arrivé dimanche en Arabie Saoudite pour une visite de quatre jours destinée à «découvrir de nouveaux domaines de coopération».

INDE

Indira Gandhi, ancien premier ministre qui a perdu le pouvoir après les élections, vient de démissionner du comité directeur du parti du Congrès à cause de divergences avec le président du parti.

ITALIE

FIN DU GOUVERNEMENT ANDREOTTI ?

● Après l'échec des négociations avec les directions syndicales et le désaveu de tous les partis bourgeois autres que la DC, le cabinet minoritaire démocrate-chrétien d'Andréotti semble condamné.

Depuis les élections de juillet 1976, la démocratie-chrétienne italienne avait réussi à se maintenir au pouvoir grâce à la *«non-défiance»*, c'est-à-dire à l'abstention des autres partis, notamment du PCI.

La DC, usée par des dizaines d'années de pouvoir bourgeois, ne peut se borner à former une coalition centre-droit. C'est pourquoi tout en gouvernant seule, elle consulte périodiquement les autres partis pour qu'ils cautionnent les grandes lignes de sa politique. De son côté, le PCI, tout en acceptant cette situation, n'a cessé depuis un an et demi de rappeler que le *«compromis historique»*, c'est-à-dire le partage du pouvoir entre les deux grands partis, DC et PCI, était la seule solution pour *«sortir de la crise»*. En retour, il a pu profiter d'un soutien : il a obtenu des postes de plus en plus nombreux dans l'appareil d'État (en particulier de nombreuses municipalités, dont celle de Rome).

Guiseppe Saragat, secrétaire du parti social-démocrate

Francesco De Martino

Enrico Berlinguer, leader du P.C.

Benigno Zaccagnini, de la D.C.

En place pour le quadrille...

Dès le début de cette année, cependant, le PCI s'impatientait. Pour lui, rappelle-t-il, le *«gouvernement de l'abstention»* n'est qu'une solution d'attente.

Étant donnée l'aggravation de la situation économique et sociale, en particulier l'aggravation du chômage des jeunes, le parti révisionniste ne peut se permettre indéfiniment de cautionner la politique de la DC sans faire valoir d'exigences sur le plan gouvernemental. Fin avril, Berlinguer déclare *«L'actuelle formule de gouvernement a eu ces derniers mois un effet positif, mais elle est aujourd'hui totalement dépassée. Etant donnée la gravité de la situation actuelle, un simple accord sur un programme n'est pas suffisant.»* Reflétant les difficultés qu'ils rencontrent auprès des syndicalistes et des militants de base, des cadres du parti révisionniste affirment que leur parti a *«tous les inconvénients d'un parti au pouvoir sans en avoir les avantages.»*

LE PARTI DE «L'ORDRE» EN PORTE-A-FAUX

Vis-à-vis de la bourgeoisie, le PCI se présente comme le *«parti de l'ordre»*, le seul à pouvoir obtenir un *«consensus social pour l'austérité»*, à condition qu'on lui donne des portefeuilles.

Dans le même temps, la situation ne permet pas au PCI d'exercer sur la DC une pression trop importante. Dans cette période où le mouvement des jeunes et des étudiants contre la sélection et le chômage bat son plein, le PCI est amené à serrer les coudes avec le pouvoir. Confronté violemment avec un mouvement qui lui échappe et qui le dénonce, voulant apparaître comme *«le meilleur défenseur de l'ordre»*, le PCI fait de la surenchère avec la DC en faveur de la répression, il approuve toutes les mesures contre les libertés que prend le ministre de l'Intérieur Cossiga. Il a organisé une manifestation commune avec la DC contre les révolutionnaires à Bologne.

L'INSTITUTIONNALISATION DU «GOUVERNEMENT DE L'ABSTENTION»

Le parti d'Andreotti œuvre quant à lui pour une institutionnalisation du *«gouvernement de l'abstention»*. Il s'agit de mettre sur pied un *«programme commun»* assez général sur la base duquel un cabinet minoritaire pourrait continuer à gouverner. Après des semaines de discussion entre les six partis dits de *«l'arc constitutionnel»* dont le PCI, cet accord est signé le 5 juillet.

Sur la plan économique, la nécessité de l'austérité et de restructurations est affirmée : par ailleurs, les mesures de sélection combattues par le mouvement étudiant ainsi que les lois répressives (droit de garde à vue pour la police, droit de tirer sur les manifestations) sont entérinées. Berlinguer justifie alors cette nouvelle étape vers un compromis historique qu'on ne voit pas venir : *«Il s'agit d'une contradiction que nous ne pouvons ignorer... C'est une voie qui nous laisse libres de dénoncer les contradictions internes de la DC et de travailler à les surmonter.»*

LA «MAIN TENDUE» DE BERLINGUER

Le PCI va tenter de gagner des points en renversant le rapport de forces au sein même de la DC où existent des partisans du compromis historique, prêts à admettre une participation gouvernementale du PCI sur un pied d'égalité avec la DC, comme il le réclame. Pour ce faire, Berlinguer accentue sa politique de main tendue aux catholiques et lance des *«Comités unitaires à la base»* avec les *«travailleurs démocrates-chrétiens»*. Dans différentes déclarations, des dirigeants du PCI affirment ouvertement leur rejet du marxisme-léninisme, que l'idéologie du PCI ne pose pas de problème pour un catholique qui veut y adhérer.

REGAIN DE LA COMBATIVITÉ OUVRIERE

Cependant, le processus très progressif que Berlinguer paraît envisager, doit être revu. Des contradictions apparaissent dans le PCI sur la tactique à adopter. Mais c'est surtout le regain de combativité ouvrière qui pose problème à Berlinguer : alors que le budget de 1978 se prépare, avec de nouvelles mesures d'austérité, une vague de grèves est apparue en novembre. Les directions syndicales qui, au début de l'année, imposaient le *«pacte social»*, doivent dans une certaine mesure retranscrire les revendications des masses. A cet égard, la manifestation des métallos (200 000) à Rome le 2 décembre était significative : alors que la plate-forme prévue par les confédérations portait sur *«la lutte contre le terrorisme»* et une *«nouvelle politique économique»* des restructurations, on y a entendu en fait des mots d'ordre comme *«Andreotti on aura ta peau !»* et *«C'est l'heure du pouvoir des travailleurs !»*

Le PCI tente alors de s'appuyer sur ce mouvement pour imposer à la Démocratie chrétienne. Le 7 décembre, Berlinguer réclame *«un gouvernement d'unité et de solidarité démocratiques avec tous les partis de gauche, un gouvernement qui ait l'autorité et le prestige suffisants pour affronter et résoudre les grands problèmes du moment.»*

Jeudi dernier, après 12 heures de négociations, les directions syndicales rejetaient le plan d'austérité d'Andréotti pour 1978. Le soir même, Berlinguer déclarait *«L'expérience Andréotti est terminée»*. Les petits partis emboîtent le pas au PCI : le parti républicain, le parti socialiste réclament également un *«gouvernement d'urgence»* avec la participation du PCI. Ils ont d'autant plus intérêt à le faire qu'ils veulent participer aux négociations et éviter un accord conclu directement entre les deux grands partis.

LES OBSTACLES POUR LE PCI

Même si le *«gouvernement de l'abstention»* a pu se prolonger depuis 18 mois alors qu'il paraissait chaque jour condamné, il semble bien qu'aujourd'hui la bourgeoisie italienne doive trouver une autre solution. Il reste que la participation au pouvoir du parti de Berlinguer n'est pas envisagée de gaîté de cœur par la DC, inquiète des perspectives du PCI.

A travers de multiples détours tactiques, le PCI poursuit un projet de capitalisme d'Etat qu'il tentera de développer dès qu'il aura pris pied dans le gouvernement.

D'autre part, même si l'impérialisme US qui, il y a un an, s'opposait encore à la participation du PCI au pouvoir, a aujourd'hui adopté là-dessus une attitude différente et malgré ses critiques mesurées à l'égard de Brejnev, les liens du PCI avec l'URSS demeurent importants.

Mais c'est en fin de compte le mouvement de la classe ouvrière, avec en particulier la structuration d'une opposition révolutionnaire dans les syndicats qui posera le plus de problèmes au PCI dans ses ambitions gouvernementales, allant de pair avec le développement d'une politique d'austérité.

J-P. CHAMPAGNY

ALLEMAGNE : IRMGARD MŒLLER PORTE PLAINTE POUR HOMICIDE

Irmgard Mœller, détenue politique de la Fraction Armée Rouge qui avait été retrouvée grièvement blessée à coups de couteau le 18 octobre, jour du «suicide» de Baader, Raspe et Ensslin, a décidé de porter plainte pour tentative d'homicide.

Les blessures d'Irmgard Mœller, comme la mort de ses camarades étaient attribuées par le gouvernement de Schmidt à un suicide : la prisonnière se serait donnée elle-même plusieurs coups de couteau dans la poitrine. Quelques jours après, elle déclarait à son avocate qu'elle avait entendu pendant la nuit des gardiens parler de la mort de Baader et qu'ensuite elle ne se souvenait de rien (elle aurait été endormie par des gaz). Depuis Irmgard Mœller avait été soumise à un régime d'isolement total contre lequel elle a fait une grève de la faim de plusieurs semaines. Ce n'est que récemment qu'elle a pu rencontrer son avocate.

Achetez tous les jours
Le Quotidien du Peuple
dans le même kiosque

PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 19 décembre

TF 1
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - La poésie que j'aime
19 h 45 - Mini chroniques
20 h 00 - Journal
21 h 55 - Histoires extraordinaires
0 heure : Journal

A 2
18 h 20 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Le petit théatre
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Allo, Charles. *Emission de Guy Lux*
21 h 45 - Pink Floyd ballet. *Emission de Maurice Dumay Chorégraphie : Roland Petit.*
22 h 25 - Paris - New York
23 h 40 - Journal
23 h 50 - Des compagnons pour vos songes
23 h 50 - Fin

FR 3
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre. *Association mondiale des amis de l'enfance*
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de noël
20 h 35 - Cinéma public : Clèopatre. *Film américain avec E. Tailor, R. Burton*
23 h 35 - Journal et fin.

Mardi 20 décembre

TF 1
19 h 20 Actualités régionales
19 h 40 - La poésie que j'aime. *Les Conquérants de José-Maria de Hérédia*
19 h 45 - Mini chroniques, *Bruits et chuchotements*
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Bonsoir Monsieur Loyal. *Roger Pierre, dans le rôle de Monsieur Loyal. et le groupe Martin Circus*
21 h 35 - Les Chevaliers aux 108 étoiles. *Série japonaise en dix épisodes, n° 2 la Forteresse*
22 h 20 - Hommes et sociétés. *Les rites de la table*
23 h 15 - Journal et fin

A 2
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Le petit théâtre, *la preuve par quatre*
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les dossiers de l'écran, *Louis XI Film TV d'après l'ouvrage de Paul Kendall. Adaptation et dialogues Alexandre Astruc et Roland Laudenbach. Réalisation Alexandre Astruc Enfin un film historique qui parle d'histoire. le débat par contre risque d'être rébarbatif*
23 h 30 - Journal
23 h 40 - Des compagnons pour vos songes
23 h 50 - Fin

FR 3
19 h 40 - Tribune libre, *La Croix-Rouge française*
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de Noël
20 h 30 - Aventure, Zorro, *Film franco-italien de Duccio Tessani (1974) avec Alain Delon*
22 h 30 - Journal et fin

CINEMA

Les films de J. Tati ressortent sur les écrans après une longue éclipse. Après «Jour de fête», «Les vacances de M. Hulot, voici *Mon oncle*.

Monsieur sort de chez lui. Une main lui tend son café. Il le boit et rend la tasse. Aussitôt la main réapparaît dépoussièrant une sacoche d'industriel. Puis c'est le tour du manteau, du chapeau, des gants. Et chaque fois le chiffon répète inlassablement le même mouvement perfectionniste. Cette main, c'est celle d'une femme, la sienne. Elle s'empresse pour ouvrir la porte du Cube qui abrite une voiture à l'américaine.

La voiture sort lentement du garage pendant que la femme de l'industriel, chiffon toujours actif, pousse le portail.

Un gosse sort alors de la maison et saute dans la voiture que sa mère lui a ouverte.

Puis, lentement la voiture s'éloigne, laissant la mère commencer sa journée de bourgeoise désœuvrée. Elle se dirige vers l'école du fils qu'on déposera comme beaucoup de gosses de cette école, juste devant la porte.

Sur le chemin, la voiture passe entre des cubes grisâtres, sans vie, coupées les uns des autres par quelques brins d'herbes, cultivés soigneusement. Ce sont des HLM. Mais le regard du gosse se tourne vers un mur défoncé qui laisse apparaître un vieux village de banlieue. Le regard est mélancolique.

Car c'est dans ce village qu'habite «Mon oncle». Personnage à l'allure un peu anglo-saxonne, grand, sec, la pipe serrée entre les dents. C'est le frère de la femme au chiffon. Mais les liens de parenté s'arrêtent là. Car lui habite dans un pigeonnier qu'on atteint après avoir traversé la maison de part en part. Mais surtout, l'oncle habite un village où tous se connaissent. Le balayeur qui passe sa journée à essayer de balayer des rues quand il ne trouve personne à qui parler. Et puis ces gosses — ceux que le fils de l'industriel regarde avec envie — qui passent leurs journées dans les terrains vagues à la recherche du moindre coup. L'histoire de ce gosse, partagé entre l'affection de l'oncle, et celle de son père jaloux, évoque celle de la société française à la fin des années 50. La reconstruction de l'après-guerre a accentué la coupure en deux classes de la société française. Avec l'idéologie de la société de consommation portée par les dernières «merveilles» de l'automatisme, une couche de parvenus se forme. Ses origines sont vraiment douteuses, et sa richesse vient de l'exploitation renforcée des travailleurs appelés à la «reconstruction nationale». En réalité, cette couche, ce modèle s'affirme par la destruction des anciennes formes de relations dans les villages, relations qui ne sont pas fondées sur le profit.

D'un côté le rationnel, le profit, le ridicule même. De l'autre, une autre rationalisation, un «bon sens populaire». Le gosse partagé entre les deux préfère bien sûr la vie du village des 400 coups. Son affection pour son oncle vient de ce qu'il l'amène souvent chez lui, dans le paradis du «spontané». Mais les réalités sont plus dures. Entre ces deux mondes, celui du profit va s'affirmer comme le plus puissant. L'oncle va partir dans une succursale de province, les marteaux piqueurs viendront agrandir la faille qu'il y avait dans le mur pour atteindre progressivement le cœur du village, la loi du plus fort tuera le «naturel». Le gosse n'aura alors d'autre choix et son affection reviendra tout «naturellement» à son père.

Conclusion bien pessimiste pour un film si vif, rempli de gags, où le ridicule employé pourfend tous les parvenus suceurs des «sciences», dont le seul souci est d'apparaître devant les autres. C'est l'image du jet d'eau qu'on branche chaque fois qu'on sonne au portail, et qu'on s'empresse d'arrêter parce que c'est l'oncle ou le maraîcher.

Image d'une société superficielle où on essaye de cacher tout ce qui rappelle à l'homme sa conditions d'être vivant. Un film dont le mime est le principal acteur. Beaucoup d'airs populaires sur un piano comme les muets d'autrefois et qui donne au mime un relief particulier.

Pas de moments creux. Les gags soulèvent les éclats de rire mais les moments de tendresse sont là aussi à chaque détour de la vie du gosse. D'ailleurs par rapport à d'autres films de Tati comme «Jour de fête» par exemple, le ton est plus mélancolique. On assiste à la disparition d'une certaine vie et cela n'est pas pour réjouir ceux qui l'ont connue.

Pourquoi une telle fin, Tati aurait-il cherché à montrer que la disparition d'un mode de vie se fait toujours au profit d'un autre nécessairement plus mauvais pour les hommes ?

Ou bien n'a-t-il pas reflété ce qu'était en France dans les années 60, l'absence totale de pers-pectives face à la mise en place du modèle de consommation. N'y avait-il pas dès le moment union sacrée autour de cette société où les HLM sont les villas des pauvres, tandis que la voiture est appelée à se «démocratiser» parce qu'elle serait utile comme ça, indépendamment des rapports sociaux.

On peut reprocher à Tati d'avoir exagéré en présentant les travailleurs, les habitants du village comme extérieurs et inconscients de ce processus qui conduit la bourgeoisie française à refaire son unité avec d'autres couches ?

«Mon oncle» serait-il réellement inconscient, les marteaux-piqueurs ont-ils détruit les villages entiers de banlieue sans réticence, sans lutte ?

Pourtant si vous voulez aller au cinéma pour vous détendre, vous rappeler les images de votre enfance, ou de vos premiers enfants rire spontanément sur chaque stupidité de ce couple de nouveaux bourgeois que Tati ridiculise avec finesse, alors n'hésitez pas. Allez-y. C'est pour les fêtes une bonne aubaine de le revoir sur les écrans.

Et l'acier fut trempé

(Extraits)

20e épisode **Nicolas OSTROVSKI**

L'ataman (chef de cosaque) Pavliouk vient d'entrer dans la ville avec ses cavaliers. Il devient un concurrent pour les nationalistes ukrainiens qui venaient d'y pénétrer et qui sont rassemblés pour un gala au théâtre de la ville.

Palianytsia tira au plafond dans l'ampoule de mille bougies qui, éclatant comme une bombe, arrosa la foule d'une pluie d'éclats de verre.

La salle fut plongée dans le noir. Des clameurs mêlées d'effroyables insultes montaient de la rue.

— Tous dehors, dans la cour !

Les cris stridents, hystériques, des femmes, les ordres furieux lancés par Goloub, qui cherchait à rassembler ses officiers affolés, dispersés dans la salle, les détonations et les vociférations venant de la cour se fondaient dans un vacarme infernal. Personne ne remarqua Palianytsia qui, s'échappant en coup de vent par une porte de derrière dans la rue voisine, heureusement déserte, s'élança à toutes jambes vers l'état-major de Goloub.

Une demi-heure plus tard, une véritable bataille rangée se déroulait dans la ville. Au crépitement continu des fusils et au tic-tac des mitrailleuses trouant subitement le silence nocturne, les habitants complètement ahuris avaient quitté leurs couches tièdes et s'étaient collés aux fenêtres.

Puis les coups de feu s'espacèrent; seule, dans un lointain faubourg, une mitrailleuse aboyait encore.

Le combat prit fin. Le jour se leva...

Des rumeurs annonciatrices d'un pogrom se répandaient à travers la petite ville. Elles s'étaient glissées jusqu'à ces masures basses aux fenêtres borgnes, caricature d'habitations, nichées à la diable le long d'un versant abrupt et sale qui dominait la rivière et où, dans un entassement invraisemblable, vivait la partie la plus pauvre de la population juive.

A l'imprimerie où Sériojka Brouzjak travaillait depuis plus d'un an, tous les autres typographes étaient israélites. Sériojka s'était attaché à eux comme à des parents. Ils formaient une vraie famille, unie contre le patron obèse et satisfait de lui-même : M. Blumstein. Une lutte incessante opposait ce dernier à ses ouvriers. Blumstein s'ingéniait à rogner sur leurs salaires et à les payer le moins possible, aussi le travail s'arrêtait-il souvent pendant deux ou trois semaines : les typos faisaient grève. Ils étaient quatorze; Sériojka, le plus jeune, tournait douze heures par jour le volant de la presse.

Ce jour-là, il remarqua une certaine nervosité chez ses camarades. Dans ces derniers mois si troublés, la maison n'avait pas manqué de commandes. Il fallait imprimer les appels du grand-ataman Pétlioura.

Mendel, le typo phtisique, entraîna Sériojka à l'écart et le fixant de ses yeux mélancoliques, l'interrogea :

— Sais-tu qu'il va y avoir un pogrom dans la ville ?

Le garçon le regarda, interdit :

— Non, je n'en sais rien.

Mendel posa sa main jaune, desséchée, sur l'épaule de Sériojka et poursuivit d'un ton confiant, comme s'il s'adressait à son propre fils :

— Si, c'est un fait. Les juifs vont se faire assommer. Dis-moi, veux-tu aider tes camarades à échapper à ce malheur ?

— Sûr que je veux, si je peux y faire quelque chose. Explique-toi, Mendel.

Les ouvriers prêtaient l'oreille à leur entretien.

— Tu es un brave gars, Sériojka. Nous avons confiance en toi. Ton père est un ouvrier comme nous tous. Fais un saut jusque chez toi et demande-lui s'il consentirait à cacher quelques vieillards et quelques femmes; pendant ce temps-là, nous allons nous mettre d'accord pour savoir qui ira chez vous. Demande aussi, dans ta famille, s'ils ne connaîtraient pas d'autres gens capables d'en faire autant. Pour le moment, ces bandits ne touchent pas encore aux Russes. Fais vite, Sériojka, le temps presse.

— Entendu, Mendel, sois tranquille; je passe tout de suite chez Pavka et Klimka. Leurs parents vous donneront sûrement un coup de main.

Subitement inquiet, Mendel le retint un instant :

— Attends un peu. Qui est-ce, Pavka et Klimka ? Tu les connais bien ?

Sériojka acquiesça vigoureusement :

— Comment donc ! C'est des vieux copains à moi : le frère de Pavka Kortchaguine est ajusteur.

— Ah, Kortchaguine ! fit Mendel rasséréné. Je le connais, nous avons vécu dans la même maison. Celui-là, ça va. Alors, dépêche-toi, Sériojka, et rapporte-nous la réponse au plus vite.

Le garçon partit en courant.

A suivre

le quotidien du peuple

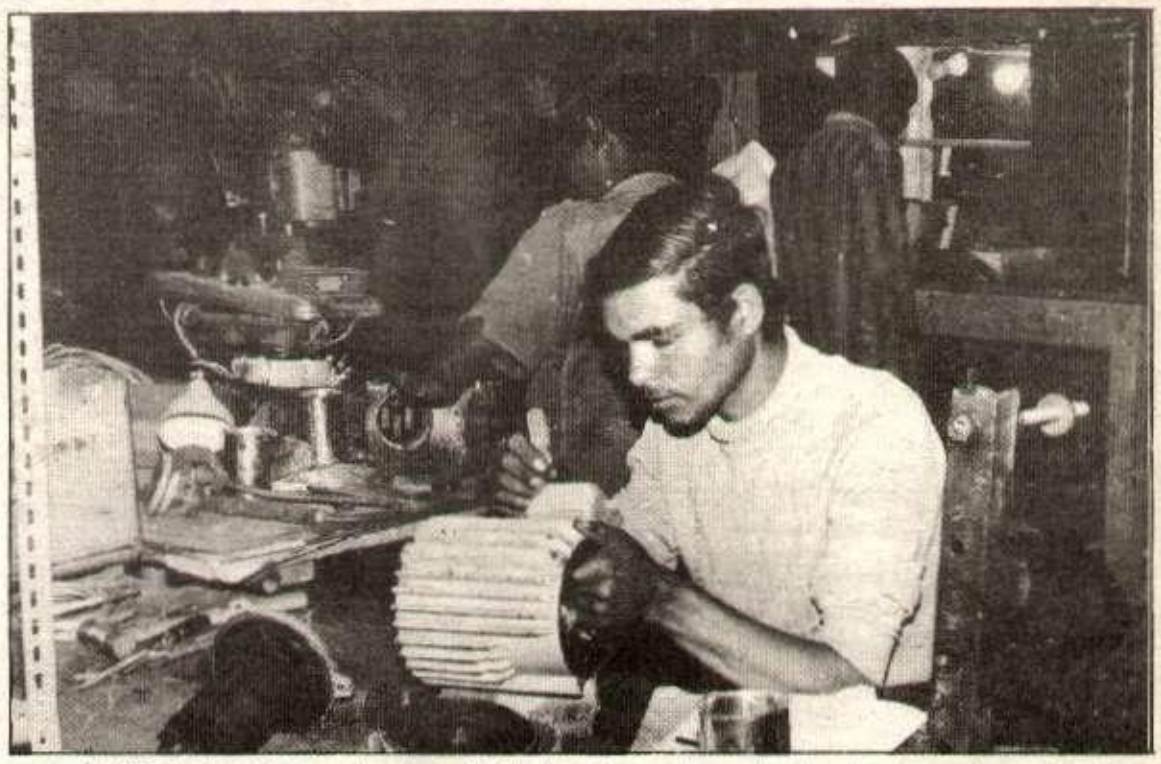
DANS LES ZONES LIBÉRÉES DE L'ÉRYTHRÉE

●Dans la base arrière du Sahel, comme dans les autres zones libérées, le FPLE tente de mettre sur pied une nouvelle organisation de la vie sociale, éliminant les séquelles du féodalisme et réalisant la prise en charge des besoins du peuple par les masses populaires elles-mêmes, selon le principe de l'«*auto-suffisance*».

Mais le plein succès de cette entreprise, et la victoire totale dans la lutte pour l'indépendance, supposent que soient surmontées les multiples divisions d'ordre ethnique ou confessionnel que le colonialisme éthiopien et les puissances impérialistes ont cherché à entretenir, et que se réalise l'unité des fronts de libération. Cette unité, indispensable pour s'opposer à l'ingérence étrangère, le FPLE en avait souligné, lors de son Congrès de janvier, toute l'importance.

Reportage de Jacques PORTIER

Photos Eric LE NOUVEL



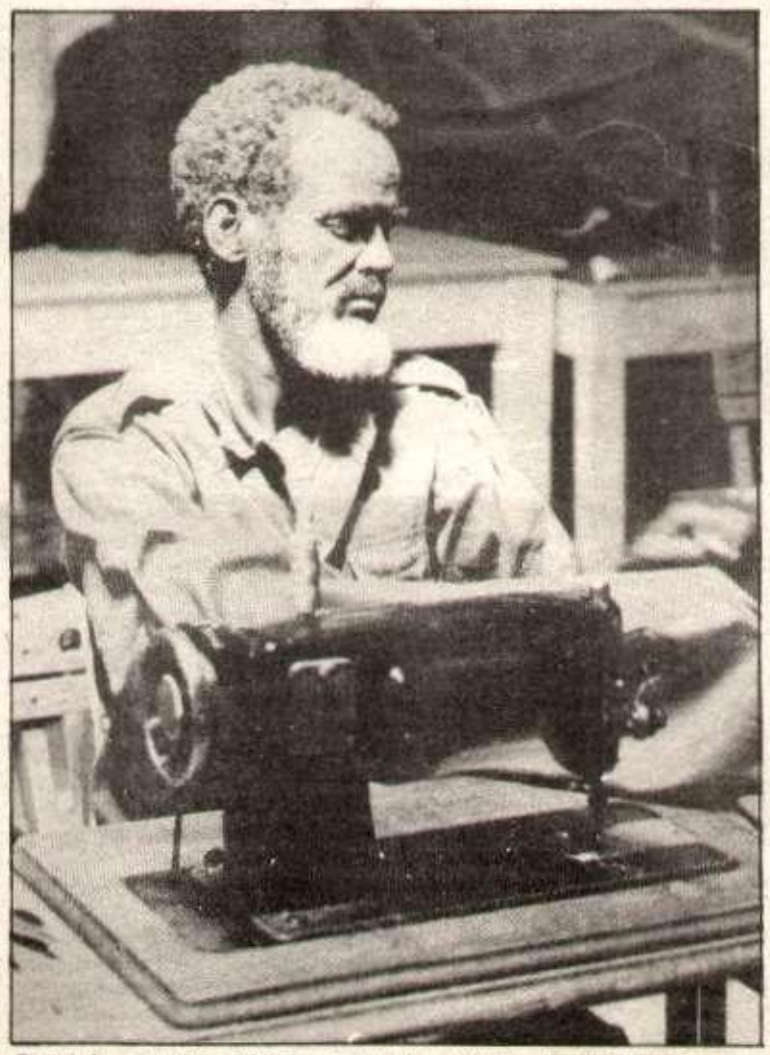
Atelier de réparation, souterrain au Sahel : la prise en charge des besoins du peuple par les masses populaires elles-mêmes.

3 LA NECESSAIRE UNITE

Dans les conversations que nous avions avec des militants et des cadres du FPLE, depuis qu'ils avaient commencé à nous prendre en charge au Soudan, puis maintenant, au cours de la visite de cette base arrière, dans la province du Sahel, un sujet de préoccupation revenait constamment : celui de l'unité à réaliser. Comme on nous le rappelait, les ennemis du peuple érythréen ont toujours misé sur sa division, esssayant de profiter notamment de la diversité de l'Erythrée qui ne compte pas moins de neuf nationalités, avec neuf langues, et des origines, des coutumes, des organisations sociales très diverses, tandis que le pays se partage pour moitié entre chrétiens et musulmans.

Les manœuvres d'Adis Abeba

Aujourd'hui encore, niant tout sentiment national érythréen et toute histoire commune, pourtant bien réelle, des peuples de l'Erythrée, le régime éthiopien tente de se sauver de la défaite militaire en essayant d'attiser des conflits ethniques. Parmi ces tentatives éthiopiennes, l'une des plus récentes est celle de constituer une *«région autonome»* afar, en Éthiopie, qui engloberait le désert Dank Ali, au bord de la mer Rouge, et une partie du Sud de l'Érythrée dans une sorte d'unité administrative regroupant toutes les tribus de nationalité afar (nationalité qui existe à la fois en Éthiopie, en Érythrée, et à Djibouti). Des tentatives que l'URSS voit d'un bon œil. *«Faute de vaincre notre révolution, on cherche à la démembrer»* disent les militants érythréens, qui ajoutent : *«Mais cette manœuvre dans une position de recul, est elle aussi vouée à l'échec»*. Cette volonté d'unité se manifeste concrètement par exemple, par la présence parmi les combattants de la base du Sahel, des diverses ethnies, et par le respect scrupuleux de l'expression de ces ethnies, dans les activités culturelles et l'éducation organisées au Sahel, dans le Nord de l'Érythrée.



Parmi les ouvriers-soldats, toutes les ethnies de l'Erythrée sont représentées.

Unité des fronts

Un des plus gros problèmes à résoudre sur la voie de l'unité reste celui du rapport entre les trois fronts de libération : c'est ce problème-là qui préoccupait le plus les militants rencontrés lorsqu'ils évoquaient l'unité nécessaire de la nation érythréenne. L'unité entre les deux principaux fronts, le FLE et le FPLE, est évidemment décisive dans ce processus. En octobre, des pourparlers à Khartoum entre les deux fronts, étaient justement à l'ordre du jour. Comme on nous le rappelait, le Congrès du FPLE, en janvier, avait souligné dans sa résolution finale : *«L'unité nationale est la garantie pour l'indépendance et la libération de notre peuple, c'est l'un des objectifs majeurs pour lesquels lutte notre organisation. Par conséquent, le Congrès invite le FLE à entamer un dialogue démocratique avec le FPLE. Convaincu que le front uni est le stade de transition qui garantit l'accession à une union authentique des deux fronts et permet la réalisation des objectifs stratégiques du FPLE qui tendent vers l'établissement d'une organisation révolutionnaire et démocratique, le Congrès a tracé les lignes du programme minimum d'un front uni»*. Le Congrès du FPLE qui dénonçait les manœuvres de division du DERG — le régime d'Addis-Abbeba — précisait notamment : *«Le FPLE est prêt à entamer des négociations en vue d'arriver à une solution pacifique lorsque l'Éthiopie colonialiste aura reconnu le droit du peuple érythréen à l'autodétermination et à l'indépendance, et lorsqu'elle aura reconnue les deux fronts, le FPLE et le FLE, comme seuls représentants légitimes du peuple érythréen (...) le FPLE n'entamera aucun négociation sans la participation du FLE»*.

Les pourparlers engagés à Khartoum ont abouti le 20 octobre dernier à un accord entre le FLE et le FPLE. L'accord, dont l'application encore incertaine, reste à préciser, a prévu notamment une unité militaire et politique entre les deux fronts, la création d'un comité de liaison entre le bureau politique du FPLE et le comité exécutif du FLE, ainsi que l'appel à l'organisation d'Osman Sabbe pour qu'elle rejoigne l'un des deux fronts. Le FPLE qui dénonce *«les positions réactionnaires et les liens avec l'impérialisme du groupe Sabbe»*, ne voulait pas que celui-ci soit mis sur un pied d'égalité avec les deux autres fronts et que soit, diminuée par ce biais, la représentativité du FPLE dans des instances nationales. Par ailleurs, le FPLE, soucieux de son autonomie, est opposé à une fusion, tout en réclamant la constitution d'un front uni. Malgré la guerre civile de 72 à 75 qui ne pouvait qu'être encouragée par l'Éthiopie et les puissances impérialistes, mais dont l'histoire précise des tenants et aboutissants, reste à faire, le FLE et le FPLE ne se sont pas enlisés dans des contradictions d'ordre ethnique ou confessionnel.

L'exemple de la révolution Palestinienne

A l'heure où l'URSS s'engage de plus en plus profondément aux côtés du régime de Mengistu, de nouvelles manœuvres de l'impérialisme américain ne sont pas à exclure. Celui-ci pourrait essayer de tirer partir des liens qu'il maintient avec les pays arabes, par exemple l'Arabie saoudite, et les Émirats arabes unis, ou avec le Soudan, qui, dans leur soutien privilégient le FLE, mais toute manœuvre de division ne peut que se heurter à la volonté d'unité du peuple érythréen qui a tiré les leçons de la guerre civile. L'aide des pays riverains de la mer Rouge n'est acceptée que dans la mesure où elle respecte l'indépendance de la lutte. Il est significatif, de ce point de vue, que le mouvement de libération de l'Érythrée, entretienne des liens privilégiés avec la Révolution Palestinienne qui a toujours rejeté la main-mise de quiconque.

Les succès remportés au cours de l'année 77, qui mettent à l'ordre du jour la prise d'Asmara, la capitale de l'Érythrée ne peuvent que renforcer la volonté d'unité d'un peuple qui rejette par avance une situation du type de celle de l'Angola.

DEMAIN : KEREN, VILLE LIBÉRÉE

1961 : Le 1er septembre 1961, la lutte armée éclate à l'initiative de Hamid Idriss Anate et de ses 13 compagnons. Parmis eux Osman Sabbe (aujourd'hui, dirigeant du FLE-FPL), et plusieurs autres sont d'anciens députés du Parlement érythréen, qui avaient du s'exiler. C'est la première action du Front de libération de l'Erythrée (FLE), créé en 1960.

1962 : Le 14 novembre, l'Erythrée est annexée purement et simplement : Haïlé Sélassié en fait la 14e province de son empire.

1967 : Le Front de libération de l'Erythrée établit les premières zones libérées. L'Ethiopie bombarde alors ces territoires au napalm ce qui provoque le premier exode vers le Soudan, qui ne cessera pas.

1969 : Le FLE crée un commandement général pour unifier les cinq divisions combattantes qui, s'étaient constituées sur la base de cinq régions.

1970 :Scission du FLE qui se scinde en deux organisations : l'une conserve l'appellation de Front de libération de l'Erythrée (FLE) et l'autre devient Forces populaires de libération de l'Erythrée (FPLE).

1972 : C'est le début d'une sanglante guerre civile entre le FLE et le FPLE. Cette guerre civile provoquera la mort de nombreux combattants et durera jusqu'au début de 75

1973 : La famine qui sévit en Erythrée provoque une accélération de l'émigration

1974 : Le FPLE, qui critique l'héritage féodal du FLE prend de plus en plus d'importance dans la lutte révolutionnaire du peuple Erythréen.

1975 : Fin de la guerre civile entre les deux fronts : FLE et FPLE. L'année précédente, profitant de la trêve observée par l'armée éthiopienne depuis la *«Révolution de février»*, des milliers d'habitants d'Asmara et des villages environnants des hauts plateaux s'étaient interposés entre les combattants des deux fronts qui se battaient à Waki-Zager. Cette initiative des masses contribua largement à l'ouverture de pourparlers d'unité entre les deux fronts. Une certaine coordination des commandements militaires est mise à l'ordre du jour.

1976 : Osman Sabe, d'abord l'un des principaux porte-parole du FLE et qui avait rejoint le FPLE, en 1971, est exclu de cette organisation. Le FPLE lui reproche notamment ses positions conservatrices et sa dépendance vis-à-vis de certaines capitales arabes. Après son exclusion du FPLE dont il était responsable de la mission étrangère, Osman Sabe crée le FLE-FLP (Front de libération populaire).

1977 : Du 23 au 31 janvier, le FPLE (Forces populaires de libération de l'Erythrée) tient un Congrès dans les zones libérées, où exprimant le développement de son assise dans les masses populaires, et sa volonté de réaliser un Front uni, il prend l'appellation de Front populaire de libération de l'Erythrée.